

# PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

## SOMMAIRE

---

Les expériences soviétiques .....	<i>G. G.</i>
Comment le Caucase fut occupé par les bolchéviki .....	<i>Mir Yacoub.</i>
La situation économique de l'U.R.S.S. ....	<i>I. Tchoulik.</i>
La Géorgie et la grande allégresse des Soviets	<i>C. P.</i>
Asservissement économique de l'Azerbaïdjan ..	<i>Mirza Bala.</i>
Les possibilités étatiques du Caucase du Nord	<i>B. Bilatti.</i>
Le théâtre et la littérature en Azerbaïdjan ....	<i>Y. Ali.</i>
La religion et les bolcheviks .....	<i>Ali Akbar.</i>
Les richesses de l'Azerdaïdjan .....	<i>M.</i>
La liberté des Détroits et la Géorgie .....	***
La Géorgie et la S.D.N. ....	<i>Observateur.</i>
Comment les communistes préparent l'insurrection .....	<i>XXX.</i>

---

Direction et Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°).**

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

## PRÉSENTATION

*Il ne manque pas de bons esprits qui, dans le trouble actuel de la situation générale du monde, cherchent fiévreusement la solution des plus graves problèmes politiques et sociaux dans les formules hardies. Ces formules ne font pas défaut. Elles pleuvent en abondance grâce à l'inlassable activité de Moscou et, ce qui est grave, elles sont de nature à faire naître beaucoup d'illusions — et des plus dangereuses — pour tenter les plus téméraires expériences.*

*Ces expériences ont été faites. L'exemple de la Géorgie est là. Le sort de l'Azerbaïdjan et de tant d'autres pays, envahis et occupés par les armées russes, est non moins instructif. Partout la Russie soviétique reste fidèle à elle-même, à la doctrine qu'elle prêche et à la méthode qu'elle emploie.*

*A l'heure actuelle où la Russie soviétique s'efforce à jouer un rôle de porte-drapeau de la démocratie, de la liberté des peuples et de la justice, il est intéressant de jeter un coup d'oeil sur ces expériences. Elles sont concluantes.*

*Espérons que la démocratie occidentale sera en mesure d'en tirer les leçons qu'elles comportent.*

## Les expériences soviétiques

### I.

#### LES TRAITES ET LES SOVIETS

Quelle est la valeur d'un traité signé par les Soviets ?

La question est bien tranchée dans tous les écrits de Lénine et de Staline : c'est un moyen comme un autre pour duper l'adversaire et, le moment venu, lui porter

un coup décisif. Mais les oeuvres de ces grands théoriciens du bolchevisme sont assez lourdes et ennuyeuses pour être lues. Par contre, les discours de M. Litvinov sont écoutés avec attention et le plus souvent même radiodiffusés. Il ne manque en effet l'occasion, dans toutes les réunions internationales, de prendre la parole et de broder, non sans éloquence, sur le thème de la sainteté des traités et de la fidélité

à la parole donnée. Mais ce sont des mots.

Voici les faits :

Le 7 mai 1920, à Moscou même, a été conclu un traité entre la Russie soviétique et la Géorgie. Par ce traité, Moscou reconnaît sans réserve la souveraineté de l'Etat géorgien et prend de son plein gré l'obligation solennelle de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Géorgie. Mais lisons plutôt le texte :

Art. 1. — Se basant sur le droit de tous les peuples proclamé par la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe, de disposer librement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserve l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens.

Art. 2. — Se basant sur les principes proclamés dans l'article premier ci-dessus du présent traité, la Russie renonce à toute intervention dans les affaires intérieures de la Géorgie.

Art. 3. — La frontière d'Etat entre la Géorgie et la Russie va de la mer Noire, par la rivière Pséou jusqu'au mont Akh-Achka et le mont Agapet, et suivant la limite des anciens gouvernements de la mer Noire, de Koutaïs et de Tiflis, jusqu'au district de Zakataly et par la limite orientale de ce district jusqu'à la frontière de l'Arménie.

Art. 4. — La Russie reconnaît formellement comme faisant partie de l'Etat de Géorgie, outre les territoires du gouvernement de la mer Noire, revenant à la Géorgie, les gouvernements et régions de l'ancien Empire russe ci-après : de Tiflis, de Koutaïs

et de Batoum, avec tous les districts et arrondissements de Zakataly et de Soukhoum.

Qu'a fait Moscou de ce traité qu'il a rédigé et proposé lui-même à la signature du délégué géorgien ? M. Litvinov, au lieu de pérorer sur la sainteté des traités, ferait mieux de donner quelques explications à l'opinion publique européenne sur l'invasion de la Géorgie et l'occupation de son territoire par l'armée russe. M. Litvinov se fait volontiers champion de la paix, il est toujours prêt à proposer à chaque Etat, proche ou lointain, un traité de non-agression ou d'assistance mutuelle, mais il est assez perspicace pour ne pas s'apercevoir du sourire de son interlocuteur qui n'est qu'une forme muette de la même question : qu'avez-vous fait du traité russo-géorgien ? Et la sainteté des engagements pris, comment s'est-elle volatilisée ?

M. Litvinov ne peut rien répondre à toutes ces questions. Il ne peut tout de même pas dire que la conclusion d'un traité n'engage à rien, qu'elle est une chose et l'exécution en est une autre. Il ne peut avouer que l'agression contre la Géorgie a été préparée de longue main et exécutée d'une façon « irréprochable » par l'état-major russe. Il ne peut non plus déclarer que la suppression d'un Etat libre et l'occupation de son territoire soient des actes légaux. Il doit donc se taire. Il se tait.

Nous sommes donc dans l'obligation de lui rappeler ce petit détail qu'on va lire.

## II.

### COMMENT A ÉTÉ PRÉPARÉE L'AGRESSION RUSSE CONTRE LA GEORGIE

La conclusion du traité russo-géorgien a été annoncée au monde par un roulement de tambour. La presse moscovite était pleine d'éloges à l'adresse des dirigeants de Moscou qui non en paroles,

mais par des actes infligeaient à l'Europe capitaliste et impérialiste une leçon de paix et de solidarité internationale. La politique prolétarienne de Moscou inaugurerait une nouvelle ère dans le domaine des relations internationales et prouvait d'une façon éclatante qu'elle n'aspire qu'à la liberté des peuples et à l'établissement d'un état de choses où la libre évolution de chaque nation devait être garantie, sacrée et inviolable.

Mais c'étaient des mots.

Voici les faits :

Le rapport de M. Hecker, commandant de la 11<sup>e</sup> armée russe, est un document dont Moscou n'a jamais osé contester l'authenticité. Il est daté du 18 décembre 1920, mais sa teneur révèle que les autorités de Moscou avaient décidé la guerre contre la Géorgie bien avant cette date. En effet, le document n'est qu'un exposé du plan de la guerre contre la Géorgie, établi par le commandant de la 11<sup>e</sup> armée sur la demande de son « Conseil révolutionnaire militaire », c'est-à-dire de la direction politique.

« Comme j'en ai déjà rendu compte à la réunion du Conseil révolutionnaire militaire, le 3 décembre courant, rapporte Hecker, les opérations contre la Géorgie ne sont possibles qu'à la condition expresse d'une neutralité amicale des troupes de Kiasim-Karabekir (commandant en chef de l'armée turque), car, même au cas de désignation pour ces opérations, en plus de la IX<sup>e</sup> armée et de la II<sup>e</sup> armée de cavalerie, notre commandement n'aura pas à sa disposition des forces suffisantes pour former une barrière sûre contre les Turcs ».

Suit l'énumération des forces de l'armée turque du Caucase et l'exposé des complications qu'aurait créées l'éventualité de devoir commencer la guerre contre la Géorgie sans être sûr, au préalable, de la « neutralité amicale » de la Turquie.

« Dans ces conditions, continue Hecker, ma conviction profonde, que j'estime devoir vous soumettre par écrit, est qu'avant le règlement de nos rapports mutuels avec les Turcs, il serait dangereux de commencer les opérations militaires contre la Géorgie... »

« Pour une opération tout à fait sûre contre la Géorgie, j'estime nécessaire la concentration des forces suivantes dans trois directions principales : Kazakh-Pont-Rouge, 2 divisions d'infanterie, 2 divisions de cavalerie ; Poïli, 1 division d'infanterie, 2 divisions de cavalerie ; ligne Akstafa-Elisabethpol, 2 divisions d'infanterie ; en tout 6 divisions d'infanterie et 5 divisions de cavalerie, à l'effectif total de 25.000 baïonnettes et 4.000 sabres.

Le groupe de Poïli doit en outre être pourvu de trois trains blindés qui peuvent, dans un bref délai, être prélevés sur la 11<sup>e</sup> armée. Pour retenir les troupes géorgiennes du côté de Sotchi, il conviendrait d'y laisser 1 division d'infanterie, et, pour couvrir Vladicaucase, le détachement de marche du camarade X... »

Citons encore quelques passages de la conclusion du rapport :

« Les considérations ci-dessus ne sont nullement exposées pour démontrer l'impossibilité d'une attaque contre la Géorgie, mais seulement parce que je considère que cette attaque doit être faite uniquement après une préparation minutieuse afin d'en finir au plus vite avec les gens de Tiflis... »

Par conséquent, je me permets de proposer de retarder l'attaque contre la Géorgie jusqu'à la réalisation des conditions suivantes :

1. Concours dans la région de Bakou - Eulakh - Noukha - Elisabeth-



pol- Kazakh de 7 divisions d'infanterie et de la 2<sup>e</sup> armée de cavalerie;

2. Concentration sur la ligne Bakou-Elisabethpol de tous les trains de blé constituant le ravitaillement prévu pour les mois de décembre et de janvier ;

3. Un accord avec le commandement turc..

Si ces conditions sont remplies et si les unités possèdent la fermeté nécessaire, je suis profondément persuadé que la campagne contre la Géorgie pourrait être terminée dans un délai de six semaines. »

Ainsi donc, la guerre contre la Géorgie fut de longue date préparée par Moscou avec sang-froid et minutieusement, en dépit du traité qu'elle avait signé et de la « leçon » qu'elle avait infligée aux requins de l'Europe capitaliste. Dans les opérations de février 1921, il n'y a rien eu d'improvisé ni d'imprévu. Au contraire, chaque mouvement militaire correspondait exactement au plan stratégique établi par l'état-major russe sur la demande du gouvernement de Moscou. Les attaques du côté de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, ainsi que du côté de la Russie n'étaient que des opérations militaires coordonnées, faisant partie d'un plan d'ensemble de la guerre. La « neutralité amicale » de la Turquie, exigée par le commandant de la 11<sup>e</sup> armée, avait été achetée au prix de la cession à cette puissance d'une part du butin : les provinces géorgiennes d'Ardahan et d'Ar-tvine.

Moscou s'était assurée non seulement de la « neutralité amicale » de la Turquie, mais aussi de la complaisance du gouvernement de Lloyd George. Nous en avons le témoignage de Tchitcherine lui-même. « Après l'évacuation de Batoum par les Anglais, déclare-t-il dans son discours prononcé à Tiflis, en avril 1925, Lloyd George a fait part au camarade Krassine que l'Angleterre ne s'immiscerait pas dans les re-

lations entre la Russie et la Transcaucasie et qu'elle considérerait le Caucase comme sphère d'influence de la République Soviétique ». Il est curieux de rapprocher ces dates : le 7 mai 1920, Moscou concluait un traité de non-agression avec la Géorgie et un mois après, elle entamait les pourparlers avec l'Angleterre pour avoir les mains libres au Caucase. Tchitcherine précise bien en disant « après l'évacuation de Batoum par les Anglais ». Cette évacuation eut lieu au mois de juillet 1920. Il est donc évident que la « préparation diplomatique » était entreprise presque simultanément avec la conclusion du pacte de non-agression afin de préparer et organiser cette agression sans avoir provoqué des complications d'ordre international.

Nous avons un autre exemple non moins frappant de la fidélité de Moscou aux engagements librement acceptés. Le 14 novembre 1920, Moscou concluait avec la Géorgie un autre traité dit « de transit et de commerce » réglant les relations commerciales et économiques entre les deux pays, et simultanément, nous l'avons vu, elle concentrait ses forces militaires autour de la Géorgie et élaborait le plan d'invasion pour porter un coup décisif au pays dont elle avait juré de respecter la souveraineté.

C'est ainsi que l'invasion fut déclanchée le 11 février 1921, simultanément des quatre coins de l'horizon : du sud (Arménie), de l'est (Azerbaïdjan), du nord (par le col de Mamisson) et du nord-ouest (par le littoral de la mer Noire). La Turquie fermait le cercle du Sud-ouest. Le 11 février, une canonnade nourrie s'éleva soudain sur tout le pourtour du pays et un barrage de feu l'isola du reste du monde.

La lutte dura six semaines. C'est peu, dira-t-on. La Belgique se couvrit de gloire en défendant Namur pendant une semaine. Pourquoi six semaines de combats acharnés contre un empire de 150 millions d'hommes devraient-elles passer inaper-

ques pour la justice internationale ? Il ne faut pas oublier que cette guerre suivit de près la guerre mondiale où la Géorgie venait de perdre près de cent mille de ses enfants, soit dans les plaines de la Pologne et en Galicie, soit sur le front du Caucase.

Après cette saignée au nom « du droit et de la liberté », elle dut se contenter d'une petite armée composée de jeunes recrues et encadrée d'officiers nouvellement promus de l'école militaire de Tiflis. Abandonnées à elles-mêmes, sans le moindre secours extérieur, les troupes géorgiennes disputèrent quand même chaque parcelle du sol natal à l'envahisseur, mais l'avalanche partie des quatre coins de l'horizon devait emporter dans sa chute la petite armée géorgienne. Elle fut écrasée.

C'est ainsi que la Russie soviétique tint ses engagements internationaux formulés dans le traité du 7 mai 1920.

### III.

#### LES PREMIERS PAS DU POUVOIR SOVIÉTIQUE EN GEORGIE\*

Formé à l'arrière de la XI<sup>e</sup> armée, alors que cette dernière venait d'envahir la Géorgie, le « Conseil des Commissaires », porté au pouvoir par la victoire des armées de Moscou, s'attaqua immédiatement à la liquidation des institutions nationales géorgiennes, telles que : l'Assemblée Constituante, élue au suffrage universel, les conseils municipaux, les conseils locaux de self-gouvernement, les conseils de communes rurales, bref, tous les établissements créés sur la base de la libre expression de la volonté du peuple.

Le Conseil municipal de Tiflis fut remplacé par un Collège dit « Comité Ré-

volutionnaire de la Ville ». Semblables « Comités » se substituèrent aux « Conseils » des districts et des communes (« thémi »). Ces Comités, nommés en haut lieu, formèrent tout un réseau d'institutions purement bureaucratiques.

Un rôle tout particulier fut assigné, dans la nouvelle administration aux « Commissions Extraordinaires » (« Tchéka ») à la tête desquelles furent placés des individus qui, en Russie, s'étaient rendus célèbres par leur cruauté.

Le peuple demeurant résolument hostile aux envahisseurs, ces derniers ne se montrent pas trop exigeants envers ceux qui se déclarent prêts à renier la cause nationale et à se ranger de leur côté. C'est ainsi que le pouvoir absolu sur la vie et les biens des citoyens est fréquemment remis entre les mains des pires éléments de la population, notamment des criminels de droit commun, de telle sorte que le « pouvoir des bandits » s'est substitué au « pouvoir des Soviets ».

Quelques noms suffiront à illustrer cette substitution :

*Archille Bouriachvili* (voleur de chevaux) fut nommé Chef de la milice du district de Telav.

*Arabouli* (brigand, fusillé depuis par les bolcheviks) fut placé à la tête de la milice du district de Tioneti. *Egorov*, un autre brigand, lui succéda à ce poste.

*Levan Kavtaradze* (bandit) fut nommé Chef de la milice de Douchett.

*Dartcho Tchogachvili* (bandit-récidiviste) devint président du Comité Révolutionnaire d'Ananouri.

*Coutateladze* et *Gountaïchvili* (bandits) sont à la tête de la Commission Extraordinaire (Tchéka) d'Ozourguéti.

*Cobichvili* (brigand et meurtrier) sert dans la Commission Extraordinaire de Tiflis.

*Païtchadzé* (brigand, assassin d'un mé-

\*) Les faits exposés ci-après qu'on va lire, furent publiés en leur temps, mais ne furent jamais démentis. Réd.

decin anglais) est à la tête de l'administration de Tchakhatauri.

*Tatarachvili* (bandit) fait partie de la milice du chemin de fer.

*Goularichvili* et *Cossachvili* (meurtriers de l'étudiant Batichividzé) se font remarquer dans la milice de Tiflis, etc., etc.

#### IV.

### SUPPRESSION DE LA LIBERTÉ

Simultanément avec la destruction des institutions démocratiques de la République, le peuple géorgien s'est vu privé de toutes les libertés dont il avait joui depuis la déclaration de l'indépendance de la Géorgie.

Les journaux non-communistes furent fermés, y compris les organes des syndicats ouvriers et des sociétés coopératives.

Les réunions furent interdites.

Les citoyens sont constamment menacés de perquisitions et d'arrestations.

Les tribunaux indépendants qui constituaient une garantie efficace des droits des citoyens sont remplacés par l'inquisition secrète des Commissions Extraordinaires (Tchéka).

Personne n'est sûr de sa liberté ni même de sa vie. On arrête, par centaines, ceux qui sont coupables d'avoir défendu leur patrie. On persécute les anciens fonctionnaires de la République. On procède à des exécutions sommaires. La terreur commence à sévir.

#### V.

### POLITIQUE OUVRIÈRE

Les ouvriers avaient joué un rôle éminent dans la création de la République Géorgienne. Ils avaient été aux premiers rangs des défenseurs de la République. Il est donc tout naturel que les ouvriers géorgiens soient les premiers à être persécutés par les nouveaux dirigeants du pays.

La liberté syndicale fut complètement supprimée.

Ne se contentant pas d'arrêter les chefs des syndicats ouvriers, les bolcheviks allèrent jusqu'à l'abolition même du droit d'avoir à leur tête des commissions administratives élues : ils placèrent dans les syndicats leurs propres fonctionnaires formant ainsi leur « bureau syndical ». C'est ainsi qu'il formèrent les « bureaux » des syndicats des cheminots, des tramways de Tiflis, des instituteurs, etc. Tous les capitaux des syndicats ainsi que leurs immeubles passèrent aux mains des agents de Moscou.

Une grande partie des ouvriers tombèrent sous le coup du décret de la militarisation du travail. Les cheminots furent les premiers à subir ce sort. Le lendemain même de l'occupation du pays (26 mars) fut promulgué un décret dont voici les principaux articles :

1. — L'état de siège est décrété sur toutes les voies de communication de la Géorgie, sur les chaussées aussi bien que sur les chemins de fer.

2. — Tous les employés et tous les ouvriers, hommes et femmes, sans distinction d'âge, sont mobilisés et considérés comme étant en service militaire actif.

3. En conséquence, tous les employés et tous les ouvriers des voies de communication, sans exception, sont tenus d'exécuter, sans aucune objection, tous les ordres de mutation et d'envoi en mission.

4. — Pour toute infraction au service, les employés et les ouvriers seront jugés selon la loi martiale.

L'état de siège fut également proclamé dans l'arsenal de Tiflis, ainsi que dans les services des postes, des télégraphes, des téléphones, des ports. De sorte, qu'une grande partie des ouvriers et des employés fut réduite au régime des forçats.

Mais laissons les ouvriers géorgiens décrire eux-mêmes la situation dans laquelle ils furent précipités par leurs « libéra-

teurs » moscovites. Voici dans quelles expressions l'ont fait, le 6 août 1921, 3.449 ouvriers de Tiflis dans l'appel qu'ils ont adressé à leur camarades d'Occident :

« Nous sommes menacés d'anéantissement physique, écrivent-ils. On ne nous donne plus même le quart de livre de pain immangeable que nous recevions jusqu'à ces derniers temps. Quant aux autres produits, inutile d'en parler. Les salaires sont ceux d'autrefois, alors que la vie était 40, 50 fois moins chère, encore sommes-nous des mois sans les toucher. Il nous est interdit, sous peine de mort, d'aller travailler aux champs. La famine, les maladies, le choléra sévissent dans les quartiers ouvriers. Les familles des travailleurs périssent. Il ne nous est pas possible de parler de nos souffrances, car la terreur règne. Les ouvriers avancés de toute la Géorgie, sans distinction de parti, sont jetés en prison où la famine et la maladie les fauchent. On n'attache aucun prix à la vie humaine. On fusille des gens tout à fait innocents, souvent même ceux qui ne se sont jamais mêlés de politique — on les fusille parce qu'ils ont servi le pouvoir démocratique, parce qu'en guerre ouverte, ils ont défendu la patrie contre l'envahisseur étranger. »

## VI.

### PILLAGE DU PAYS OU « CADEAU DU PROLETARIAT A LENINE »

Considérant le pays comme un butin de guerre, les bolcheviks s'empressèrent de piller ses richesses et de les exporter en Russie.

Le pillage du pays fut effectué en Géorgie sous deux formes : légalement, sur l'ordre des autorités bolchevistes, et illégalement, du propre chef des soldats. Mais il est parfois difficile de discerner s'il s'agit de politique préméditée ou d'actes de violence individuelle.

Dès que les armées bolchevistes eurent franchi les frontières de la République, les soldats se livrèrent au pillage du pays, s'appropriant le bétail, les denrées, tous les produits du travail agricole. Les provinces traversées par les armées de Moscou furent complètement dévastées. Les excès de la soldatesque continuèrent quand les Russes devinrent maîtres du pays. La population de Tiflis n'oubliera jamais les jours terribles de *grabe-nédélia* (« semaine de pillage »). C'était un procédé « légal » du pillage. Pendant une semaine désignée d'avance par les autorités soviétiques, les soldats avaient « droit » d'entrer dans toutes les maisons et de demander leur part de contribution. Ils dévalisaient ainsi tous les appartements particuliers dont les habitants, blêmes et terrorisés, ne pouvaient naturellement leur opposer la moindre protestation. Les bandes s'en allaient chargées de butin pour procéder dans un ou deux mois — c'était la trêve légale — au même pillage périodique pendant « une semaine ».

Une partie du butin était partagée entre les soldats, l'autre était expédiée en Russie comme « cadeau du prolétariat géorgien à Lénine ».

Du même esprit de pillage était inspirée toute la politique financière du pouvoir soviétique. Fin juillet 1921, la population de Géorgie fut frappée presque simultanément de quatre décrets :

*L'un* contraint la population rurale à livrer au gouvernement 1.000.000 de pouds de blé ;

*Un autre* impose à la population des villes une contribution extraordinaire de 50 milliards de roubles ;

*Le troisième* oblige les éleveurs (pauvres montagnards) à livrer au gouvernement une grande partie de la laine de leurs moutons ;

*Le quatrième* frappe les paysans viticulteurs.

## VII.

## REFORME ECONOMIQUE

La législation économique était pour le pays plus désastreuse encore que le pillage systématique.

On assiste à une pluie de décrets de confiscation, de nationalisation, de discipline militaire, que prétend introduire le producton socialiste.

Les bolcheviks commencèrent par la « nationalisation » des nombreuses entreprises des municipalités et des conseils de self-gouvernement. Le 15 juin 1921, par décret No 42, ils « nationalisèrent » 75 fabriques et usines (67 appartenant aux particuliers) dont 51 à Tiflis, 10 à Bataoum, 7 à Koutaïs et 7 dans d'autres localités de province.

## VIII.

## SUR LES CHEMINS DE FER

Quelques chiffres suffiront à caractériser la situation des chemins de fer de Géorgie après six mois d'administration soviétique.

Les chemins de fer de la République possédaient :

*Avant l'invasion* : wagons de voyageurs, 1.623; wagons de marchandises, 4.058; locomotives, 219.

*Après six mois* : wagons de voyageurs, 200; wagons de marchandises, 2.500; locomotives, 49.

Tout le reste du matériel roulant fut expédié en Russie.

Le trafic régulier comprenait, avant l'invasion soviétique, 54 trains par jour dans les deux sens. Dans six mois, il fut réduit à 5.

En somme, pour la grande majorité du peuple, les chemins de fer n'existaient plus — c'était un objet de haut luxe accessible aux seuls conquérants.

## IX.

## RATIONNEMENT

Après avoir pillé et dévasté le pays et désorganisé sa vie économique, les bolcheviks introduisirent en Géorgie le système des « rations », déjà appliqué par eux en Russie.

La ration qu'ils distribuaient aux ouvriers et employés était la suivante :

*Par jour* : 100 gr. de pain (à peu près immangeable); une assiette de soupe (de même qualité).

*Par mois* : 1 kg. de sel; 100 gr. de sucre; 8 kg. de pétrole; 250 cigarettes.

Cette ration se montrant insuffisante, on ne pouvait la compléter qu'en se procurant le reste au marché. Mais les prix y étaient inabordables. Il va de soi que les soldats rouges recevaient beaucoup plus. Quant aux gros fonctionnaires, commissaires du peuple, agents de la Tchéka, etc., ils touchaient, en dehors de la ration ordinaire susmentionnée, une « ration supplémentaire » comprenant par mois :

3 livres de beurre, 3 livres de caviar, 23 livres de farine, 3 livres de sucre, 3 livres de savon, 1 livre de thé, 8 boîtes de conserves alimentaires, 30 litres de pétrole, 1.200 cigarettes et 30 bouteilles de vin.

Il suffit de comparer les deux rations pour voir où en est l'égalité sous le joug communiste.

## X.

## LE SOULEVEMENT DE 1924

La Géorgie est trop riche, trop variée. Il y a là tant de superbes choses qu'il faudrait des siècles et une domination barbare pour les détruire. On pourra l'enlaidir, la supprimer par place, rogner un peu de son caractère, un peu de sa beauté; mais il faudrait un cataclysme pour en réduire l'expression, pour en étouffer la clameur.

La Russie le comprit et s'engagea dans

cette lutte. Elle bouleversa, une seconde fois dans l'espace d'un siècle, toutes les institutions nationales et rétablit avec le servage russe les lois de la jungle. Exaspéré, le peuple prit les armes.

La célèbre cohorte des « sacrifiés », sous le commandement du colonel Tcholakvili, releva bientôt le drapeau national tombé de la main de l'armée géorgienne. Le soulèvement éclata d'abord dans une province en 1921, puis dans une autre en 1922 ; il s'élargit et s'emplifia, de sorte qu'en 1924 il prit le caractère d'un soulèvement général de tout un peuple. La lutte fut acharnée, pleine d'héroïsme et de péripéties tragiques. On crut pouvoir espérer que l'Europe ne sacrifierait pas son avant-garde dressée contre la barbarie nouvelle et que le fracas des batailles qui se livraient au pied du Caucase aurait la vertu d'éveiller l'attention. Hélas ! Aucune aide extérieure... L'armée russe, ses tanks et ses avions, eurent bientôt raison d'un peuple presque sans armes et munitions. Le soulèvement fut brisé avec une telle atrocité qu'à côté d'elle la conquête du Mexique par Cortez ou celle du Pérou par Pizarre semblent d'une rare douceur.

Plus de 6.000 combattants géorgiens qui avaient déposé les armes, furent lâchement fusillés.

## XI.

### PIERRE RENAUEDEL SUR L'INSURRECTION GÉORGIENNE

*(Extraits de son discours prononcé à la Chambre des Députés le 29 janvier 1925)*

« ...J'arrive à l'insurrection d'août 1924.

Ses causes naturelles d'abord.

J'ai entre les mains, pour la période de 1921 à 1924, un dossier considérable de terreur, arrestations, emprisonnements, fusillades. Les preuves sont nombreuses,

mais je n'insiste pas sur cela, sauf pour dire que c'est la politique de répression, appliquée à la Géorgie par les bolcheviks de Russie et ceux de Géorgie qui ont pris le gouvernement, c'est cette politique qui a, comme toujours, provoqué l'insurrection d'août-septembre...

On a nié l'importance de cette insurrection ; on a nié que les paysans et les ouvriers de Géorgie en fussent les acteurs, y eussent participé. On a prétendu que l'insurrection avait été le produit d'une action extérieure à la Géorgie même, qu'elle était due, d'une part, aux puissances impérialistes, dont vous êtes, monsieur le Président du Conseil (M. Edouard Herriot), car, dans des documents qui ont été publiés à Moscou, en particulier dans la « Pravda », on indiquait que vous, et moi d'ailleurs, nous avions eu un rôle prépondérant dans la préparation de cette insurrection. (*Sourires*)...

Dès le 8 août, je recevais de mes amis de Géorgie une dépêche, expédiée de Constantinople, dans laquelle ils m'annonçaient qu'un certain nombre d'amis, que j'avais connus lors d'un voyage en Géorgie, en 1920, avant l'invasion, et qui avaient été faits prisonniers, venaient d'être fusillés dans les prisons de Tiflis. On me faisait part, en même temps, de ce qui s'était passé.

J'écrivis immédiatement à M. le Président du Conseil une lettre le priant d'intervenir auprès de la Société des Nations.

Notre ami, M. Paul-Boncour, qui a eu naturellement aussi sa part d'injures, apportait à la Société des Nations une protestation contre les événements qui se produisaient en Géorgie. (*Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur divers bancs du centre*)...

Mes amis géorgiens m'ont remis la statistique des prisonniers exécutés dans la ville de Tiflis : extraits de la prison de Métékhi, 138 ; extraits de l'hôpital de Métékhi, 12 ; extraits des prisons des

tchékas, 24 ; extraits de la prison départementale, 10. Au total, 184 exécutions à Tiflis.

Dans la province de Mingrélie et dans les autres provinces, il y a eu 451 exécutions.

Voici, enfin, un détail que je dirais savoureux, si le terme n'était un terme joyeux :

La famille portant le nom de Paniachvili, habitant le village de Rouissi, en Karthlie, fut entièrement exterminée :

Louis Paniachvili et son fils David, âgé de 16 ans ;

Jean Paniachvili, ses filles Thamar, 14 ans, et Souliko 6 ans, et ses deux bébés de 4 et 3 ans ;

Mme Julie Paniachvili, son fils Grégoire, 12 ans, et ses deux filles, Louise, 10 ans, et Irène, 8 ans ;

Badour Paniachvili, son fils, 11 ans, et ses trois filles, 5, 4 et 3 ans ;

Joseph Paniachvili, sa femme, leurs filles, 12 ans, 5 ans, 4 ans, 3 ans ;

Guéno Paniachvili, sa femme Marguerite, leur fille, 9 ans, leur garçon, 4 ans, et leur bébé, 3 ans ;

Mme Dounia Paniachvili, sa mère, 60 ans ; sa domestique, 14 ans.

Mme Anna Paniachvili, 23 ans. (*Vives exclamation à l'extrême gauche et à gauche*).

*M. Mistral.* — Quelle bande d'assassins !

*M. Pierre Renaudel.* — Ai-je accusé à tort, quand j'ai dit qu'on avait assassiné non pas seulement des prisonniers, mais des femmes et des enfants ? (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

*M. Pierre Renaudel.* — Mais je reviens à ce que j'appellerai la question morale des prisonniers...

Comme le disait M. Cachin, il y a quelques jours : quand on fait l'insurrection

et quand on fait appel à la violence, on sait à quoi on s'expose. On sait qu'on risque la répression. Mais lorsque des hommes n'ont pas participé aux faits, et même en guerre s'ils y ont participé, mais s'ils sont prisonniers, on peut dire qu'alors leur existence est sacrée.

Or, les hommes qui étaient là ont-ils participé à l'insurrection ? Etaient-ils engagés dans l'insurrection ? je ne parlerai pas de tous. M. Khomérikhi, dont je vous ai cité le nom, était une personnalité tout à fait remarquable. C'était l'ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement géorgien ; il a fait, dans l'ordre agraire, des choses excellentes, que je n'ai pas lieu, naturellement, d'exposer en ce moment. Or, M. Khomérikhi avait été arrêté en octobre 1923, vous entendez, un an avant l'insurrection.

M. Saloukvadzé, ancien député social-démocrate, avait été arrêté en 1922, deux ans avant l'insurrection.

M. Pagava, ancien député, avait été arrêté en janvier 1924, sept mois avant l'insurrection.

Enfin, Tchikvichvili, maire de Tiflis, avait été arrêté en juin 1924, trois mois avant l'insurrection.

Par conséquent, ce sont bien des prisonniers sans défense que l'on a fusillés, et je dis que c'est là un acte contre l'humanité et la civilisation tout court. (*Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et au centre.*)

Il est difficile, impossible même de penser sans frémir d'horreur à toutes ces mesures de représailles qui suivirent l'insurrection géorgienne. Nous en faisons grâce à nos lecteurs. Citons seulement la lettre de M. Noé Jordania qui caractérise bien cette période de cauchemar de la lutte du peuple géorgien pour la défense de ses droits foulés aux pieds.

## XII.

LETTRE DE M. NOE JORDANIA  
 À M. GUSTAVE ADOR,  
 PRÉSIDENT  
 DU COMITE INTERNATIONAL  
 DE LA CROIX-ROUGE

Monsieur le Président,

Je me permets de m'adresser à vous, comme au Chef de l'organisation la plus humanitaire, et d'attirer votre attention sur l'état atroce et inhumain dans lequel se trouvent les détenus politiques géorgiens en Russie et en Géorgie. Vous verrez, par les faits exposés ci-dessous, que les tortures auxquelles sont soumis ces prisonniers dans les caves de la Tchéka et dans les cellules spécialement aménagées dépassent en cruauté tous les supplices existant au Moyen Age.

Le régime de la famine absolue, la claustration des détenus absolument nus dans des cellules glaciales, la détention dans des trous « tonneau » faits dans des murs, la détention dans des cellules sans toiture où la pluie et la neige tombent sur eux, la bastonnade impitoyable, le plongement, en hiver, dans des rivières, des détenus attachés à la taille par des cordes, le clouage sur des planchers, le simulacre de fusillade, la projection de neige et d'eau dans des cellules, etc. Tous les moyens les plus horribles et les plus cruels sont appliqués aux prisonniers politiques pour les forcer à parler. Cet état de choses a lieu au XX<sup>e</sup> siècle, à une époque de civilisation et de liberté.

Je m'adresse à vous, qui êtes le meilleur représentant de cette civilisation et de cette époque, et vous prie, dans un but humanitaire, d'élever votre voix autorisée pour la suppression de ces supplices. Notre désir est que les caves des Tchékas, les cellules et les moyens de tortures soient supprimés pour toujours en Géorgie, que toutes les personnes arrêtées

soient envoyées dans les prisons d'Etat, sous la surveillance du procureur, avec garantie de l'instruction en règle. Le désir de toute la nation géorgienne est la cessation immédiate de l'envoi des détenus politiques en Russie. Avant tout, qu'il ne soit plus envoyé de détenus politique à Solovki, ni dans les endroits les plus éloignés du Nord et que ceux s'y trouvant déjà soient ramenés dans leur pays.

J'espère que le peuple géorgien, qui endure des souffrances inouïes, trouvera en vous un protecteur et que vous et vos institutions prendrez toutes les mesures à votre disposition pour soulager son sort. Si le gouvernement soviétique nie ces faits, je suis prêt à en prouver mille autres, à condition, bien entendu, qu'il laisse à votre Commission la possibilité de vérifier sur place la situation des détenus politiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Signé: N. JORDANIA.

9 Décembre 1927.

Cette lettre, avec tous les documents à l'appui, fut envoyée à Moscou, au gouvernement soviétique. M. Ador, conformément aux règles du statut du Comité International de la Croix-Rouge, et avec toute la courtoisie requise, demandait au gouvernement soviétique de bien vouloir fournir les éclaircissements nécessaires sur les accusations si accablantes formulées dans la lettre de M. Jordania.

Le Comité attend juqu'à présent la réponse de Moscou.

## XIII.

LE SORT DU PAYSAN \*)

*Un des camarades géorgiens, suivant de près sur place même la marche de*

\*) *Echo de la lutte*, mai 1932.

*la collectivisation dans une province de Géorgie, en a fait parvenir à ses amis en Europe, un tableau détaillé, qui peut être considéré comme typique pour tous les pays soviétiques, et dont nous donnons ici un résumé.*

Les bolcheviks assurent qu'aucune violence n'a été exercée de leur part pour faire entrer les paysans de Gourie (\*\*\*) dans les économies collectives. Le fait est qu'au début de la campagne, ils s'adressaient à la population comme suit : « Vous êtes libres d'entrer ou de ne pas entrer dans les économies collectives ; mais sachez que ceux qui n'y entreront pas ne pourront obtenir ni sel, ni pétrole, ni allumettes, ni aucun autre objet qu'ils reçoivent par l'intermédiaire des organes publics ; leurs enfants ne seront jamais à l'école et les terres qu'ils détiennent en propriété privée leur seront enlevées. »

Les paysans savent bien que dans des cas pareils, les Bolcheviks restent fidèles à leurs promesses, et ils se virent forcés d'entrer en masses dans les kolkhoz. La collectivisation a été poussée à un tel point en Gourie que les kolkhoz y englobent 80 à 90 % de la population paysanne, tandis que le chiffre correspondant pour toute l'Union Soviétique est 60, et pour la Transcaucasie 37,3. Le paysan a dû apporter dans le kolkhoz tous ses terrains de culture, ainsi que les bêtes de labour. On ne lui a laissé que sa cour et sa basse-cour.

Mais là encore les Bolcheviks ne tardèrent pas à se raviser ; la superficie de la cour laissée aux paysans a été réduite à 25 ares environ.

Par conséquent, les principaux moyens de vie indépendante du paysan

ont été captés par le pouvoir soviétique. Désormais, ce n'est plus le paysan qui décide de ce qu'il doit cultiver et comment. La culture principale de la province était le maïs qui remplaçait ici le froment. Mais Moscou n'ayant pas du tout besoin de maïs on a fait réduire sa culture au minimum pour le remplacer par le thé, le muscadin, etc., dont elle a besoin pour s'affranchir de la dépendance du marché étranger. Ce fait rend le paysan dépendant du gouvernement, littéralement jusqu'au morceau de pain. Et l'on voit des paysans membres des kolkhoz, devant la direction de cette dernière, attendre à leurs heures libres avec un sac et une demande écrite à la main pour obtenir un morceau de pain pour leur famille affamée, et ils sont heureux s'ils obtiennent pour leur « journée-travail » une demi-livre de blé. Dans son état d'affamé, le paysan essaie souvent de labourer en cachette un morceau de terrain dans un coin perdu pour y semer le maïs ; mais, malheur à lui s'il est pris ! Ainsi, par exemple, les paysans du village de Nigoïthi avaient semé de la sorte dans un terrain perdu. Le maïs commençait déjà à pousser lorsque la tchéka voisine s'en aperçut ; elle eut vite fait d'établir les noms des « coupables », elle leur fit repasser la charue dans le champ déjà en croissance, et y fit semer de nouveau du muscadin à la place du maïs. De pareils cas sont nombreux.

Le paysan est forcé de travailler beaucoup, mais son travail n'étant pas libre, et sachant bien que le produit en est destiné à d'autres que lui, il crée relativement très peu de valeurs. Comment peut-il en être autrement d'ailleurs quand le membre du kolkhoz ne mange jamais à sa faim, doit travailler pieds nus et à demi vêtu et quand ses outils sont tout à fait primitifs. Pour

\*\*\*) Une province de Géorgie

remédier à la baisse catastrophique de la productivité du travail, les Bolcheviks avaient introduit le système de rémunération à la tâche. Au début, les paysans ont marché ; ils travaillaient jusqu'à l'épuisement, mais ils ne tardèrent pas à comprendre que le nouveau système n'amenait aucune amélioration dans leur état et la productivité du travail retomba bientôt au même niveau catastrophique, ce qui ressort des livrets de travail des membres des kolkhoz. Ainsi, par exemple, un paysan du kolkhoz du village de Izimithi ayant travaillé cinquante jours voit inscrire sur son livret 15, 17 ou 18 « journées-travail » au plus. La « journée-travail » est la quantité de travail qu'on exige du kolkhozien pendant un jour. Par exemple, il est établi par la direction du kolkhoz qu'un ouvrier doit récolter du matin au soir 25 ares de muscadin, c'est une journée-travail. Or, l'ouvrier met à cette besogne trois jours ; ces trois jours lui sont donc comptés une journée-travail.

La rémunération des membres de l'économie collective est plus que lamentable, tout compte fait, la distribution du maïs a donné les résultats suivants : dans le village de Maghal-Djoumathi, il en revient à chaque membre et par journée-travail 6 livres. Le paysan n'ayant en moyenne avec les membres de sa famille que cent journées-travail, il ne reçut que 600 livres de maïs. Dans le village de Dzimithi, il en revint par journée-travail 4 livres, ce qui fait en moyenne pour une famille paysanne 400 livres de maïs pour une année, et de même dans les autres villages. Ainsi, le paysan obtient du kolkhoz à peine ce qu'il faut pour quelques mois, la pénurie de pain qui en résulte encourage la spéculation et en

fait monter les prix cinq ou six fois plus haut en comparaison avec l'année passée. Mais si en 1930 et 1931, le paysan trouvait encore des moyens d'acheter au marché libre en vendant lui-même ce qui lui restait de biens du passé, cette année-ci tout est épuisé et il est littéralement la proie de la famine.

Le kolkhoz n'est pas le seul instrument d'exploitation du paysan. Le pouvoir bolchévique ne se contente pas de lui enlever ses terres et ses bêtes de labour. Il reste encore au paysan le bétail et la basse-cour, et il faut les lui enlever également. Cela se fait par le moyen de la campagne dite de préparation des réserves de viande. Tiflis en dresse un plan par rayon tous les trois mois ; les rayons en font la répartition pour les villages, et enfin, les cellules communistes et les soviets de ces derniers établissent une liste des paysans avec l'indication de la quantité de viande que chacun doit fournir aux prix établis d'avance par le gouvernement ; les voici : 1 poud (16 kilos) de viande de gros bétail est payé de 6 à 7 roubles, tandis que sur le marché privé un poud de la même viande vaut plus de 60 roubles (et encore le plus souvent elle est introuvable) et à Tiflis, 6 roubles 1 kilo. Des prix correspondants sont établis aussi pour la volaille à livrer, toute la viande ainsi soutirée de la sorte à la population alimente les « restaurants réservés » créés dans tous les points du pays, accessibles seulement aux communistes « responsables » qui mangent à leur aise.

Ainsi sont anéantis de plus en plus les derniers restes des produits libres du paysan. Rien qu'en l'année 1931, le bétail a diminué de 33 %.

« Les coopératives » elles-mêmes ne sont, dans les conditions soviétiques,

qu'un moyen de plus d'exploitation et de pillage des paysans. En général, les coopératives ont très peu de marchandises et n'arrivent jamais à satisfaire les besoins, même les plus urgents, de la population. Et le peu qu'il y a à distribuer l'est d'après l'échelle sociale soviétique. Ce sont les notables soviétiques du village qui passent avant tout et qui s'octroient des parts de lion. Ajoutez à cela qu'une autre part des marchandises reçues est utilisée par le gouvernement comme fonds d'acquisition des produits agricoles aux prix « fermes », et vous comprendrez qu'il n'en reste pas beaucoup pour les paysans.

Voyons d'un peu plus près le procédé d'acquisition par les coopératives des produits agricoles.

Les produits industriels reçus par les coopératives ne sont vendus qu'à ceux qui amènent en échange des produits agricoles, petits porcs, volailles, taureaux, etc., etc. Ce troc est tout à fait indépendant de la « préparation de réserves de viande » décrite plus haut. On comprendra l'importance de ce procédé d'exploitation si on se rappelle que ce sont les coopératives seules qui détiennent les produits industriels. Elles dictent donc aux paysans le prix d'acquisition de leurs produits. Et encore, en échange de ces produits, le paysan ne reçoit de la coopérative qu'une quantité de produits industriels qui correspond à un tiers (33-40 %) du prix total de ceux-là, le reste étant payable en monnaie.

Voici un exemple : un foulard de femme est vendu par la coopérative au prix d'un rouble ; pour pouvoir l'acheter, le paysan doit présenter de ses produits la valeur de trois roubles au prix « ferme », : 2 poules ou un cochon de lait par exemple ; en échange,

il recevra le foulard et 2 roubles en monnaie. Pensez donc quelle quantité de produits doit donner un paysan pour s'acheter de simples pantoufles qui se vendent aujourd'hui 8 roubles (avant la guerre elles ne valaient que 60 kopecs.)

Est-il étonnant que dans ces conditions, même le peu de marchandises reçues par la coopérative ne puisse souvent être vendu. Dans ces cas-là, le gouvernement recourt souvent au procédé des marchands ambulants. On met une certaine quantité de marchandises industrielles (fil, aiguilles, boutons, bas, etc.) sur le dos d'un membre de la jeunesse communiste ou d'un vendeur de la coopérative qui vont de cour en cour pour en offrir aux paysans aux conditions que nous avons décrites. Ces marchands ambulants étant souvent en liaison avec le Guépéou, le refus « d'acheter » est considéré comme un acte hostile au gouvernement. Souvent encore, ce sont de pauvres maîtres d'école qui sont chargés de cette triste besogne.

On sait que dans les pays soviétiques, il est obligatoire d'être membre d'une coopérative. La cotisation est calculée pour chacun en proportion de l'impôt agricole qu'il paie. Or, ce dernier s'est accru depuis deux ou trois ans dans des proportions considérables.

Les coopératives sont chargées également d'acquérir toute la récolte de cocons dans le pays. Elles payaient, l'été dernier, 25 roubles pour un poud (16 kilos) de cocons, tandis qu'un poud de maïs valait 30 roubles. Ou encore, pour 3 pouds de cocons (48 kilos), les coopératives donnaient 6 mètres de tissu et 4 bobines de fil. On comprendra que les femmes aient souvent re-

fusé d'élever des vers à soie. Mais le Guépéou qui veille à tout intervint, il procéda à des arrestations et brisa vite la résistance des femmes.

La vie culturelle de notre village est à la hauteur de sa vie matérielle, l'école soviétique est en pleine dégénérescence. Le maître est très mal payé et souvent il ne touche pas ses appointements pendant de longs mois. Il est chargé de multiples et lourdes fonctions qui n'ont aucun rapport avec sa profession et qui lui prennent énormément de temps et de forces. Le gouvernement sachant que le maître d'école jouit de la confiance des paysans, le chargeait de missions politiques et policières qui ont vite fini par lui enlever son prestige. Aussi, les meilleurs d'entre eux abandonnent de plus en plus leur profession.

D'autre part, le travail des enfants de paysans a pris des proportions inquiétantes.

On les fait travailler dans des économies collectives ainsi que dans des économies soviétiques, sans égard à leur âge et à leur état physique. Les travaux durs qu'on leur impose portent grand préjudice à leur santé, et sont cause de nombreux accidents. Si on ajoute que les enfants travaillent deminus, on comprendra que la mortalité infantile est en croissance vraiment catastrophique.

Plus le temps passe, plus les conditions de vie du paysan deviennent insupportables. On lui a coupé tous ses moyens d'existence. On lui prend tout le produit de son travail. Vous l'entendrez souvent comparer sa situation d'aujourd'hui au servage : « le seigneur, dit-il, ne prenait qu'un membre de la famille pour son service, or, maintenant, on a fait des serfs de nous tous ». Ou encore : « le seigneur ne

prenait qu'une partie de notre récolte, tandis que les Bolchéviks nous la prennent toute entière ».

Une partie des paysans sombre dans le désespoir. Les suicides sont devenus des faits banals dans les villages, les cas de folie sont aussi très fréquents.

Mais les éléments les plus actifs prennent les armes et se sauvent dans les forêts pour faire une guerre de partisans aux oppresseurs soviétiques. Aussi la terreur bolcheviste sévit avec rigueur. Si notre province n'avait auparavant qu'une tchéka, aujourd'hui elle en possède trois, et toutes leurs prisons sont archicomblées, et cela, non seulement en Gourie, mais dans toute la Géorgie. Différentes épidémies, et la fièvre typhoïde surtout, sévissent dans ces prisons...

*Gourie, printemps 1932.*

#### XIV

#### LA LUTTE CONTINUE

On vient de célébrer à Moscou, le 15<sup>e</sup> anniversaire de la conquête de la Géorgie. A en juger par les journaux de Moscou, la fête dura plusieurs jours et prit un caractère grandiose. Ce fut une leçon (encore!) à infliger à l'Europe capitaliste et impérialiste dont la politique de brigandage ne tendrait qu'à la spoliation des peuples et à leur asservissement définitif. « Voyez, criait-on sur les toits de Moscou, voyez la Géorgie ! Elle est libérée d'une domination insupportable, elle évolue, elle fait des progrès incroyables dans tous les domaines de l'activité humaine, sa renaissance intellectuelle est éblouissante et ses réalisations économiques ont déjà forcé les serrures du paradis terrestre...

Mais ce sont des mots.

Voici les faits :

La Russie soviétique a abattu à coups

de force un Etat libre et indépendant. Ce crime ne saurait être dissimulé. Il a été abattu quand il n'y avait pas un soldat étranger, ni anglais, ni allemand, ni turc. Alors, de quelle « libération de la Géorgie » s'agit-il ? De quelle domination étrangère a-t-elle été libérée ? ! C'est là qu'apparaît le bout de l'oreille : il paraît que c'est le régime tsariste qu'il fallait abattre ! Et la ruade commence contre ce malheureux régime qui n'a naturellement rien à voir avec la Géorgie libre, avec la Géorgie qui, encore le 26 mai 1918, déclara son indépendance et fut reconnue *de jure* par presque toutes les puissances du monde, y compris la Russie soviétique elle-même. Qu'est-ce donc cette manière de déformation des faits universellement connus — bêtise, effronterie ou toutes les deux ? !

Par cette propagande mensongère Moscou croit pouvoir effacer son crime et éluder son écrasante responsabilité devant la conscience universelle. Mais le fait reste indéniable : Moscou se jeta, sans déclaration de guerre, sur l'Etat libre de Géorgie et s'appropriâ tous ses biens. Il « nationalisa » toute la terre, tout le sous-sol, toutes les entreprises et tout le commerce. Qu'on ne se trompe pas : « nationaliser » ne veut pas dire ici « propriété de la nation géorgienne ». Au contraire, c'est la nation géorgienne qui est dépouillée de toutes ses richesses. Elles sont confisquées et déclarées *propriété de la nation russe*. Moscou les exploite à son profit et pour son compte. Dans ces conditions les chiffres astronomiques de dépense qu'allèguent les thuriféraires moscovites ne prouvent qu'une chose, c'est que la spoliation du pays continue à un rythme vraiment bolchevik. Le peuple géorgien ne tire absolument rien de cette « transformation radicale de la vie économique ».

Au contraire. Le peuple est réduit en esclavage. On sait que le « kolkhoz » et le « sovkhos » ne sont qu'une forme nouvelle

de l'ancien servage russe. Nulle part, dans le monde, pas même en Ethiopie, l'exploitation effrénée de tout un peuple n'a jamais été poussée aussi loin. Pas de liberté de mouvement, pas de choix de travail. Chacun doit travailler là où un travail lui est assigné ou mourir de faim. Quant aux produits du travail de tout un peuple, cela ne le regarde pas : manganèse, pétrole, fruit, thé, tabac, soie et tant d'autres matières premières, produites en énormes quantités, au dire même des journaux soviétiques, tout cela passe à la disposition de Moscou, et, selon son gré, prend la route de Moscou ou de l'étranger.

Et les travailleurs ? Ils ne reçoivent qu'un salaire misérable, à peine suffisant pour subsister et continuer à se débattre dans une misère des plus noires. Les journaux soviétiques prétendent que le travailleur d'une collectivité rurale en Géorgie recevrait jusqu'à 15 et même 20 roubles par journée de travail, mais ils se gardent bien de préciser quel est le pouvoir d'achat de ce rouble. Est-ce un sou ou deux ? On ne le sait pas, mais on sait très bien que la population tout entière manque de vêtements, de chaussures, de médicaments, de pain, de sucre et de tous les objets de première nécessité. Il faut tout de même avoir une audace particulière pour proclamer à haute voix des « oeuvres » et des réalisations accomplies en Géorgie. Hélas ! Elles sont lamentables. Ce n'est pas en vain que le gouvernement de Moscou garde si jalousement les frontières de la Géorgie et ne permet point d'y pénétrer ni d'en sortir. C'est plus commode pour étouffer un petit peuple.

A tout prendre, nous sommes en présence d'un nouveau sursaut de l'impérialisme russe, cette fois bien camouflé sous le vocabulaire marxiste. Le fameux principe de dictature du prolétariat se traduit en fait par une lutte sanglante contre toutes les couches de la population, plus ou moins

cultivées. La première préoccupation du pouvoir soviétique ne fut que de détruire ces « ennemis de classe ». Cette opération chirurgicale accomplie, il s'empara de toutes les richesses du pays et imposa à un peuple libre le servage moscovite, croyant ainsi pouvoir briser l'épine dorsale de la résistance nationale de la Géorgie.

Jamais l'impérialisme russe n'a été aussi menaçant ni aussi néfaste qu'à l'heure ac-

tuelle. Mais il porte en lui-même le germe de sa propre déchéance. La pression des peuples opprimés dont le nombre dépasse la moitié du nombre total de la population de l'Empire soviétique finira, à n'en pas douter, par un nouvel effondrement de cette lugubre prison des peuples.

G. G.

## Comment le Caucase fut occupé par les bolcheviks

Quinze ans se sont écoulés depuis l'occupation du Caucase par les forces de l'armée rouge. Quinze ans d'esclavage, de luttes incessantes, de révoltes réprimées dans le sang avec férocité et sauvagerie ! Depuis 1921 Moscou a lâchement et perfidement, en trompant la bonne foi des peuples du Caucase, mis sa main sur les Nations Caucasiennes.

Parmi les facteurs qui ont contribué à la chute des Républiques du Caucase il faut noter sans contredit la propagande bolcheviste et la guerre civile entre rouges et blancs.

Des nations qui, jusqu'à cette époque, avaient tant souffert de l'oppression du régime tsariste crurent trouver des alliés dans les Bolcheviks. Ces derniers en effet, ne s'étaient-ils point déclarés ennemis de l'impérialisme et amis, non seulement des classes opprimées, mais aussi des peuples asservis auxquels ils reconnaissaient entièrement le droit de disposer d'eux-mê-

mes ? Les peuples du Caucase n'avaient aucune idée de la véritable nature du régime bolchevik. Lénine et ses partisans étaient pris pour des idéalistes dont le but essentiel était de transformer la Russie en un paradis dans lequel chaque nation était appelée à établir sa propre vie à sa façon. Aussitôt après leur prise de pouvoir, en 1917, les Bolcheviks rédigèrent la « déclaration des droits des Nationalités », dans laquelle il était dit : «... Il ne reste que les peuples de Russie qui ont patience et patientent encore sous le joug de l'arbitraire ; il faut dès maintenant s'occuper de les affranchir et de les libérer. A l'époque du tsarisme, les peuples de Russie étaient excités les uns contre les autres. Les résultats de cette politique sont connus : massacres et pogroms d'un côté, esclavage des peuples de l'autre.

« Il ne peut pas y avoir de retour vers cette politique honteuse.

«... A l'époque de l'impérialisme, après

la Révolution de février, lorsque le pouvoir passa aux mains de la bourgeoisie cadette, la politique d'excitation fut remplacée par une lâche politique de méfiance envers les peuples de Russie, politique de chicanes et de provocations se couvrant des mots de « liberté » et d' « égalité des peuples ».

« A cette indigne politique de mensonges, de méfiance, de chicanes et de provocations, doit être mis un terme. Elle doit être remplacée aujourd'hui par une politique ouverte et honnête conduisant à une absolue confiance mutuelle entre les peuples de Russie.

« C'est seulement dans une telle union que les ouvriers et les paysans de Russie peuvent se souder en une force révolutionnaire capable de se défendre contre tout attentat de la part de la bourgeoisie impérialiste et annexionniste.

« Exécutant la volonté de ces conseils ouvriers-paysans, le Conseil des Commissaires du Peuple a résolu d'établir, comme base de son activité dans la question des nationalités, le décret suivant :

1) — Egalité et souveraineté des peuples de Russie.

2) — Droit des peuples de disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation et à la constitution d'un Etat indépendant.

3) — Suppression de tous les privilèges et limitations nationaux et religieux.

4) — Libre développement des minorités nationales et groupes ethniques, habitant le territoire russe ».

La présente déclaration souleva un immense enthousiasme parmi les différentes nationalités, renforçant d'autant le courant de sympathie envers le bolchevisme. En lançant cette proclamation, les Bolcheviks comptaient bien sur l'effet que l'idée de libre disposition des peuples allait produire parmi les nations opprimées de l'ancien Empire russe, et ils voulaient tirer parti de ce mouvement à leur profit, de même qu'ils voulaient, en proclamant les

principes communistes, tirer parti, ce qu'ils firent du reste, du prolétariat ouvrier et des paysans pauvres.

Dans le même temps où les Républiques du Caucase proclamaient leur indépendance, marquant ainsi leur séparation d'avec la Russie, dans ce pays commençait et se prolongeait une période de guerre civile. Dans le nord du Caucase, l'on vit apparaître l'armée de Denikine, sur la Volga et en Sibérie l'armée de Koltchak. Ces deux armées s'appuyaient en grande partie sur les éléments réactionnaires dont le but était de rétablir l'ancien état de choses. A peine l'armée de Denikine s'était-elle fortifiée qu'elle dirigea des attaques contre la République du Caucase du Nord qui lui opposa une résistance opiniâtre. Mais la situation des forces en présence était bien différente, et, tandis que l'armée de Denikine, beaucoup plus nombreuse et bien armée recevait régulièrement des munitions, celle de la République nord-caucasienne qui venait d'être créée ne disposait d'aucun appui, d'aucun secours. Le général Denikine ne tarda pas à occuper le territoire nord-caucasien par la force des armes; mais trois mois ne s'étaient point écoulés que la population montagnarde prit de nouveau les armes pour reconquérir ses droits et chasser du territoire l'Armée Volontaire.

Cependant, les Montagnards restaient isolés; aucun secours ne leur venait, pas plus de l'Azerbaïdjan que de la Géorgie; quant aux Alliés, ils restaient dans l'expectative. Mais la position de l'armée de Denikine, engagée sur ses derrières avec les Montagnards, se trouvait affaiblie par rapport aux Bolcheviks. Les peuples du Caucase, hors d'état de prêter aux Montagnards un appui matériel, se trouvant eux-mêmes dans une période d'organisation, suivaient avec sympathie la lutte soutenue par les Montagnards, car en Denikine et son armée, ils voyaient leur ennemi commun. Tout le territoire du

Nord du Caucase fut ainsi arrosé de sang. L'Armée Volontaire procédait avec une cruauté sans exemple envers la population montagnarde; des villes, des villages entiers furent rasés, l'on ne faisait point de quartier aux femmes pas plus qu'aux enfants, et un centre aussi important que Derbent fut détruit par le feu de l'artillerie de Denikine. Les Bolcheviks profitèrent de ce moment pour lancer une proclamation aux Montagnards, dans laquelle ils déclaraient reconnaître l'indépendance du Nord du Caucase. Voici du reste le contenu de cette déclaration :

« Le moment est venu : nous déclarons devant le monde entier que la République socialiste fédérative soviétique de Russie n'a jamais eu pour but la conquête ou l'établissement par la force du pouvoir soviétique sur le territoire d'autrui. En ce qui concerne votre République en particulier, camarades ouvriers et paysans du Daghestan, la Russie soviétique n'a pas l'intention de marcher sur votre République, les armes à la main, pour édifier le Gouvernement soviétique. La Russie soviétique est fidèle aux principes de libre disposition des peuples. Et si vous, Musulmans du Caucase, êtes satisfaits de la forme du Gouvernement de votre République, vivez en paix, développez vos forces et rétablissez avec nous des rapports de bon voisinage ».

Chacun comprendra parfaitement l'impression que produisit cette proclamation sur la population nord-caucasienne et sur les peuples du Caucase en général. Dans des circonstances aussi tragiques, les Bolcheviks, par-dessus Denikine, lançaient un appel à des peuples qui luttèrent pour leur indépendance, et leur parlaient de sympathie, de leur désir de les aider, de reconnaître leur complète indépendance. Le résultat fut un accroissement de sympathie et de reconnaissance envers les Bolcheviks, et un peu plus de haine pour l'armée de Denikine.

L'armée soviétique, forte de la sympathie et de l'appui des Montagnards, occupe peu à peu le territoire de la République nord-caucasienne. Elle pénètre même en des endroits où ni les tsars, ni Denikine, n'avaient, en fait, établi leur pouvoir. Le pouvoir soviétique y occupe une position équivoque; il déclare même qu'il respecte « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », et qu'il disparaîtra après qu'un pouvoir populaire aura été organisé sur place. Et l'on voit dès lors s'organiser des Soviets de députés soldats et ouvriers dans les grands centres du Caucase du nord, à Grozno, à Vladicaucase, à Temir-Khan-Choura. Or, l'on sait que, dans ces centres, les ouvriers étaient exclusivement russes et les soldats étaient ces gardes rouges, contre lesquels les Montagnards avaient engagé la lutte, exigeant l'évacuation de leur territoire en vertu de la déclaration solennelle du pouvoir soviétique relative à la libération des peuples. Mais le pouvoir soviétique invite les paysans à faire partie des organisations bolchevistes, où ils ne peuvent constituer qu'une minorité, en face d'une majorité d'ouvriers et de soldats communistes.

Bientôt cependant, les députés soldats et ouvriers du Nord du Caucase proclament le régime soviétique et commencent à persécuter les patriotes montagnards aux tendances nationalistes; ce que voyant, les soviets nationaux s'adressent à Moscou, exigeant l'exécution des promesses relatives à la libre disposition des peuples, et protestant contre l'usurpation des droits des peuples du Caucase du Nord. Moscou ne répond rien à cette demande, mais les persécutions contre les patriotes montagnards se poursuivent. La Tchéka s'organise en toute hâte, des journaux rouges sont publiés. Les Soviets y promettent à la population montagnarde leur protection, et la confiscation à son profit des terres prises autrefois aux

Montagnards par le régime tsariste et données ensuite aux Cosaques.

De toute évidence, le pouvoir soviétique veut recourir aux méthodes impérialistes d'autrefois, de « diviser pour régner ». Maintenant, il veut consolider ce pouvoir en opposant Cosaques et Montagnards, et en favorisant ou abaissant tour à tour les uns ou les autres. Ainsi, après avoir paru leur apporter un secours, l'occupation bolcheviste cause deux mois durant, des ravages parmi les peuples montagnards, fusillés par milliers ou déportés, et l'on voit s'instaurer un régime de terreur.

Le pouvoir soviétique ne s'en tient pas là; il étend ses tentacules plus au sud; son armée approche des frontières de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, d'où elle commence à préparer l'occupation de la Transcaucasie.

Nul n'ignore le rôle considérable que joue la classe ouvrière dans l'industrie de la ville de Bakou où résident et travaillent des milliers d'ouvriers russes. Les Bolcheviks commencent par renforcer leur travail de propagande parmi eux, développent en eux une haine farouche contre le peuple azerbaïdjanien et son gouvernement national. Dans le même temps, avec l'appui des communistes azerbaïdjanais, les Bolcheviks se livrent à une propagande contraire; ils rappellent au peuple azerbaïdjanien les souffrances endurées sous le régime tsariste, et ils leur suggèrent l'idée que les Bolcheviks sont les « amis » des musulmans, asservis par « l'impérialisme rapace des Européens ». Si le peuple azerbaïdjanien est devenu libre, il doit aider le pouvoir soviétique à « libérer » tout d'abord la Turquie de l'occupation étrangère, et ensuite à délivrer les peuples coloniaux.

Une propagande du même ordre s'opère en Géorgie, mais ici l'importance et la signification du marxisme sont soulignés. L'on sait qu'à ce moment le pouvoir en Géorgie se trouvait dans les mains des

mencheviks social-démocrates, le pouvoir soviétique invite le parti menchevik à collaborer avec les Bolcheviks dans la lutte contre les capitalistes et contre les impérialistes, et on leur indique les principes du marxisme.

Le gouvernement de Lénine affirme sa sincérité en déclarant qu'il est prêt à reconnaître l'indépendance de la république Géorgienne. En effet, après des pourparlers, le Gouvernement soviétique signe avec la Géorgie un traité en 1920 où il reconnaît pleinement, sans réserves ni restrictions, l'indépendance de la Géorgie.

En Arménie, les Bolcheviks entreprennent une propagande toute différente. On rappelle aux Arméniens la conduite des Grandes Puissances à leur égard, ainsi que les souffrances endurées par les Arméniens du fait de l'entourage musulman; l'appui des Soviets dans la lutte contre leurs voisins leur est promis, ainsi que leur complète indépendance.

Il n'est pas de Machiavel qui eût pu imaginer une duplicité pareille et un si lâche opportunisme tendant à semer la haine entre les peuples du Caucase. Rien à l'époque n'arrêtait les Bolcheviks intrigant partout pour créer un état d'hostilité et d'antagonisme entre voisins. En l'occurrence les Bolcheviks eurent recours aux méthodes et aux moyens employés par la Russie tsariste, mais qu'ils perfectionnaient davantage et ornaient de maximes plus élevées et d'un caractère humanitaire.

Le 20 Avril 1920, les troupes bolchevistes paraissent devant Bakou. Mettant cette circonstance à profit, les communistes azerbaïdjanais exigent que le pouvoir leur soit remis et proclament l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan sous forme d'Etat bolchevik. Les ouvriers russes, armés par les Bolcheviks, se rendent maîtres de la rue.

Quelques milliers de soldats azerbaïdjanais battent en retraite devant l'ar-

mée rouge constituée par 200.000 hommes. En peu de temps, l'armée des Soviets occupe la ville de Bakou et déclare solennellement qu'elle reconnaît l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan et qu'elle n'est venue que pour répondre à l'appel du Gouvernement d'Azerbaïdjan, composé exclusivement de communistes. Dès ce moment, Bakou étant dans les mains de Moscou la Rouge, le sort de la Transcaucasie était décidé. L'armée rouge poursuit donc sa marche dans la direction de Batoum et, en peu de temps, occupe l'Arménie et la Géorgie.

L'occupation des Républiques du Caucase par les Bolcheviks brisa la première résistance des peuples caucasiens, mais quelques semaines s'étaient à peine écoulées après l'invasion bolcheviste de 1920, que le peuple leva l'étendard de la révolte. Il avait compris que les Bolcheviks étaient en réalité les ennemis de leur liberté. A Guendjé et dans tout le Karabagh, des soulèvements éclatèrent; ils furent, au début, marqués par quelques succès. Les insurgés chassèrent l'armée rouge des régions de Guendjé et du Karabagh, mais ayant reçu des renforts d'artillerie et des avions, les Bolcheviks reprirent l'offensive et écrasèrent les insurgés avec une férocité inouïe. Plus de 12.000 insurgés furent massacrés à Guendjé et la ville fut en partie détruite.

Ensuite, ce fut le tour de la Géorgie. En dépit et contre la reconnaissance solennelle de l'indépendance de la Géorgie, l'armée rouge envahit en 1921 le territoire Géorgien. Après une lutte acharnée de plusieurs mois, les bolcheviks occupèrent tout le territoire de la Géorgie et une ère de terreur s'ouvrit pour tout le Caucase. Poussé au désespoir, le peuple géorgien se soulève en 1924. Les meilleurs hommes

politiques géorgiens se mettent à la tête du mouvement; ils luttent avec un héroïsme que seul le désespoir pouvait expliquer. Mais que pouvait cette poignée de héros contre toute une armée russe? Ils succombèrent... La répression fut terrible: des milliers de Géorgiens périrent dans cette lutte inégale.

Depuis cette insurrection, la situation au Caucase peut être considérée comme un état de guerre permanent. Tantôt sur un point, tantôt sur un autre, notamment en Azerbaïdjan, des révoltes éclatent. La population paysanne organise des détachements armés dont tout le Caucase est couvert. Ces groupes d'insurgés sont, entre eux, en étroit contact; ils poursuivent une lutte acharnée pour la libération du pays, obligeant les Bolcheviks à disperser leurs forces pour les combattre.

Dans le même temps, la police politique, le Guépéou exerce ses poursuites contre tous les éléments à tendances nationalistes dans les villes; les communistes locaux eux-mêmes, ne sont point épargnés. Ce ne sont qu'exécutions capitales, qu'arrestations, que déportations dans le voisinage des frontières; la population exaspérée s'enfuit en masse vers la Perse ou la Turquie. Cette situation n'a pas encore pris fin. Les peuples du Caucase ont fort bien compris que par leurs seules forces, par leur intime union, ils arriveront à briser la chaîne du joug soviétique, que les Bolcheviks ont apporté avec eux, non pas la délivrance, mais l'esclavage et l'oppression, et que la liberté nationale ne peut être atteinte que par les forces nationales et qu'elle sera le résultat de la lutte qui a déjà coûté tant de sang et qui fera encore tant de victimes.

Dr MIR YACOUB.

# La situation économique de l'URSS

Les décrets économiques et politiques de ces derniers temps sont autant de réformes qui sortent du cadre des habituels et systématiques zigzags dont abonde l'histoire du pouvoir soviétique. Ces réformes n'ont d'autre but que d'essayer de tourner les énormes difficultés économiques et politiques actuelles sans briser le système de « l'économie reconstructive », de l'industrialisation et de la collectivisation ; c'est une tentative faite en vue de marcher la main dans la main avec les masses populaires, d'atténuer les cruelles nécessités de la vie, d'arrêter la hausse des prix, de mettre fin à l'inflation, autant de questions touchant à la nouvelle politique économique, à la NEP, en dehors de l'habitant des villes et des paysans dans les campagnes. Ces dispositions qui découlent obligatoirement d'événements d'ordre intérieur et extérieur ne peuvent être autrement caractérisées que comme le fruit conscient et méthodique d'un plan créateur d'édification d'Etat. Bien que les causes de la crise économique et politique de la Russie soviétique soient connues, nous ne pouvons nous défendre de les exposer en détail, afin de pouvoir mieux comprendre concrètement toute la gravité de la tragédie des peuples opprimés du Caucase, d'Ukraine, de Crimée, d'Idel-Oural, du Turkestan, etc.

Actuellement, alors que le pouvoir soviétique est obligé de lutter de toutes ses forces contre les échecs subis sur le front économique, la dictature bolcheviste a permis aux dirigeants soviétiques et du parti de songer au relèvement du bien-être des ouvriers et des paysans et à la réalisation complète du socialisme. Dans les congrès on n'entend plus que des dis-

cours solennels concernant « le pays du socialisme réalisé » ; on ne parle plus que du parti « qui a victorieusement repoussé toutes les attaques des éléments capitalistes et opportunistes ». La presse soviétique consacre plusieurs articles à ces questions ; or, le pays tout entier va s'occuper des questions du jour, c'est-à-dire de la pénible réalisation de « l'édification » industrielle au compte de la famine et de la disparition de la population. En son temps, Lénine démontrait que les réalistes les plus zélés pouvaient, à leur aise, s'adonner à leurs rêves. L'éditorial du jour de l'an de la *Pravda* (« année stakhanov » — 1<sup>er</sup> janvier 1936) est précisément un de ces essais de rêver et de s'illusionner. « Le pays des Soviets marche à grands pas vers l'abondance... Le courage, l'assurance, l'optimisme règnent partout... Le pays semble avoir des ailes... Le pays s'efforce d'être non seulement le plus riche, mais encore le plus cultivé du monde... »

De quelle abondance pour les masses populaires peut-il être question dans un pays où les salaires effectifs sont jusqu'à présent des plus bas d'Europe, où la production du charbon, du fer, de l'énergie électrique, du papier, des tissus, du ciment, de l'huile, du sucre, du pain, de la viande même est 3, 4, voire même 7 et 8 fois moindre, par tête d'habitant que dans les pays avancés d'Europe, où la quantité des tissus et du sucre, la 3<sup>e</sup> année du 2<sup>e</sup> plan quinquennal est encore moindre qu'au temps de la Russie tsariste en 1913. De quelle « richesse maxima », de quelle « culture extraordinaire » peut-il être question dans un pays où les montres, les pathéphones et les disques, sans parler d'une baignoire ou d'une chambre isolée

sont considérés jusqu'à présent comme superflus, comme n'étant accessibles qu'à 99 % de la population et que seuls les citoyens particulièrement méritants ne peuvent obtenir à titre de récompense que par ordre spécial du gouvernement.

Serait-ce du fait que le rêve est loin de la réalité, que les rapports et les thèses ainsi que la presse laissent une impression de vague et de doute. Dans les documents annonçant la réalisation complète du socialisme, la cessation de toute exploitation et d'inégalité sociale, l'on ne trouve pas de paroles audacieuses, de déclarations nettes, mais d'habituelles phrases, creuses et banales. Dans ce cas, une seule chose peut nous intéresser ; c'est ce que comportent les plans quinquennaux, la manière dont ils déterminent les conditions dans lesquelles la population de l'U.R.S.S. est appelée à vivre au cours des années qui vont suivre, les difficultés dont vont se trouver accablés les peuples asservis.

Les deux plans, nul ne l'ignore, posent de grands problèmes touchant à la reconstruction économique et sociale du pays. Une étude attentive du projet du deuxième plan quinquennal, soumis par M. Molotov à la décision du XVII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste-bolchevik de l'Union révèle tout d'abord l'incroyable légèreté avec laquelle ces projets ont été élaborés : ce sont, si l'on ose ainsi s'exprimer, des plats qu'on aurait réchauffés ; ils répètent ce qui a déjà été dit et, par endroits, ils reproduisent textuellement le rapport de ce même Molotov qui fut lu à la XVII<sup>e</sup> conférence du parti communiste de l'Union en 1932 (V. Molotov « Le deuxième plan quinquennal ». Rapport à la XVII<sup>e</sup> conférence du parti communiste panunioniste. Edit. du parti. 1932). Dès le début, les thèses publiées citent consciencieusement les phrases ronflantes des thèses proposées à la XVII<sup>e</sup> conférence, en ce qui concerne la liquidation définitive des éléments capitalistes, la suppression des causes donnant

naissance à la différenciation des classes, à l'exploitation et à la transformation de tous les travailleurs d'une société sans classes. Mais bientôt les thèses prétendent être un document soi-disant tout à fait nouveau, alors qu'en grande partie ces thèses sont une paraphraséologie du rapport du début de l'année 1932. Qu'on en juge :

1° *Rapport présenté à la XVII<sup>e</sup> conférence.*

« ... La réalisation de ces tâches n'est possible que sur la base du développement et de la reconstruction technique de toute l'économie nationale, de l'industrie, des transports, de l'économie rurale... C'est pourquoi la tâche fondamentale et décisive du deuxième plan quinquennal consiste à réaliser la reconstruction de toute l'économie nationale en créant une nouvelle base technique pour toutes les branches de ladite économie nationale... Pour ce qui est de l'industrie légère et alimentaire, il faut développer le plus possible la production des branches les plus importantes en s'appuyant sur la création d'une industrie de grosse machinerie. »

(Molotov : « Le second plan quinquennal », pages 72 et 74.)

2° *Thèses présentées au XVII<sup>e</sup> Congrès.*

« ... La réalisation de ces tâches est possible sur la base du développement de la reconstruction technique de toute l'économie nationale, de l'industrie, des transports, de l'économie rurale... C'est pourquoi, la tâche fondamentale et décisive du deuxième plan quinquennal consiste à réaliser la reconstruction de toute l'économie nationale... Il faut développer le plus possible la production des branches les plus importantes de l'industrie légère et de l'alimentation en s'appuyant sur la création d'une industrie de grosse machinerie. » (*Pravda* du 30 décembre 1932.)

Une semblable utilisation des anciennes méthodes bien que témoignant d'une cer-

taine pauvreté d'imagination et d'analyse, pourrait à la rigueur être acceptée si l'indifférence envers le lecteur ne dépassait point les bornes : une seule et même considération, un seul et même fondement présentés sous une forme « scientifique » catégorique servent à des plans économiques très différents les uns des autres. Les promoteurs du deuxième plan quinquennal proposé au XVII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste pan-unioniste, ont complètement changé le contenu matériel des plans, mais ils l'ont fait en recourant uniquement par transposition mécanique des chiffres sans se donner la peine de faire concorder ces changements de chiffres avec le texte du document. Or, ces changements sont d'une importance telle qu'ils transforment entièrement la raison d'être économique et technique du plan. En voici quelques exemples :

*Plan du deuxième plan quinquennal de la XVII<sup>e</sup> conférence 1937.*

Energie électrique : 100 milliards de kilowatts.

Charbon : 250 millions de tonnes.

Naphte : 78 millions de tonnes.

Fonte : 22 millions de tonnes.

Automobiles : 350.000 pièces.

Réseau de voies ferrées : 116.000 kilom.

*Plan du deuxième plan quinquennal du XVII<sup>e</sup> Congrès 1937.*

Energie électrique : 38 milliards de kilowatts.

Charbon : 125 millions de tonnes.

Naphte : 47 millions de tonnes.

Fonte : 18 millions de tonnes.

Automobiles : 200.000 pièces.

Réseau de voies ferrées : 94.000 kilom.

Il est intéressant de remarquer que tandis que s'élaboraient les plans du premier plan quinquennal les chiffres ne cessaient de s'enfler, ces mêmes plans, au cours de l'élaboration du second plan quinquennal ne cessaient de baisser. Nous rappellerons que le premier plan du deuxième plan

quinquennal paru dans le *Troud* du 19 mai 1931 envisageait pour l'année 1937 une production d'énergie électrique de 180 milliards de kilow., 600 millions de tonnes de charbon, 50 millions de tonnes de naphte, 60 millions de tonnes de fonte, etc.

Les directives de la conférence de 1932 démontraient que la complète réalisation du programme du socialisme n'est possible que sur la base de 100 milliards de kilowatts d'énergie électrique et de 250 millions de tonnes de charbon.

Bien mieux, les directives soulignaient que ces chiffres étaient pris comme un minimum. Et maintenant, avec ce même engouement, les thèses de 1934 envisagent la possibilité de réaliser ces tâches sur la base de 38 milliards de kilowatts d'énergie électrique et de 152 millions de tonnes de charbon. Peut-on imaginer quelque chose qui puisse à ce point compromettre une méthode de plan, réellement scientifique ? Laissons cette étrange manière d'adaptation des anciennes thèses ; soulignons plutôt que M. Molotov et le Comité central du parti communiste pan-unioniste qu'il représentait ont cru nécessaire de réduire dans de si grandes proportions le programme du deuxième plan quinquennal. Il n'y a pas si longtemps encore que de pareilles intentions de la part de membres du « Gosplan » auraient été considérées comme des actes de sabotage et que les inspireurs de ces réductions auraient été traités « d'opportunistes » et de « minimalistes » par le Comité central du parti et exclus dudit parti communiste. Cet état de choses qui peut être caractérisé comme le résultat d'incessants et lourds échecs économiques survenus au cours de ces dernières années a obligé le Comité central du parti communiste de l'Union de « retarder le rythme de l'industrialisation ». Cette décision a fait sentir son effet, non seulement sur le programme du deuxième plan quinquennal, mais encore sur le plan de 1934. Le bilan de 1933 montre que la

production générale de toute l'industrie s'est accrue de 9 % seulement, dans le temps même où le plan envisageait une augmentation de 16 1/2 %, et que la production de l'industrie lourde augmentait de 11 1/2 %, alors que le plan envisageait une augmentation de 21 %.

En connexion avec ce qui précède, le plan de 1934 envisageait une augmentation de 19 % dans le temps même où le plan de 1933 envisageait une augmentation de 36 %. Ainsi le deuxième plan quinquennal et le plan de 1934 envisageaient d'énormes rythmes, impossibles à réaliser bien qu'inférieurs à ceux des années précédentes. Les rythmes d'augmentation de la production deviennent plus lents d'une année à l'autre. Le tableau suivant confirme nos arguments et montre que les rythmes d'augmentation de la production « s'atténuent » malgré que l'investissement de nouvelles sommes dans la construction fondamentale augmente d'une année à l'autre.

Années	Augmentation de la production par année	Augmentation des sommes engagées par année
1929	26,1 %	2.167 millions de rouble.
1930	27,3 %	3.687 millions de rouble.
1931	22,6 %	5.780 millions de rouble.
1932	11 %	10.030 millions de rouble.
1933	9 %	12.926 millions de rouble.

Si l'on prend en considération que les sommes investies sont calculées en roubles forts, la corrélation entre les investissements et l'augmentation de la production est de plus en plus frappante.

La stabilité du premier plan quinquennal est restée acquise au deuxième plan quinquennal : l'industrialisation se fera au détriment des peuples asservis.

Sur les 133 milliards de roubles envisagés pour le second plan quinquennal et destinés à la réalisation des travaux de toute importance dans le domaine de l'économie nationale, plus de 69 milliards de

roubles devaient être dirigés vers l'industrie. De ce chiffre plus de 53 milliards devaient être affectés à la fabrication des armes et 16 milliards à peine à la fabrication des produits de consommation. Il en a été ainsi et il en sera de même à l'avenir. Cette circonstance est caractéristique pour les plans en 1934. Sur les 60 milliards de recettes, l'Etat en prélève 49, selon le plan, sur la population, c'est-à-dire plus de 80 % et sur cette somme 25,1 milliards sont affectés aux besoins de la grande construction, c'est-à-dire aux besoins d'un investissement prolongé. Ainsi, comme d'habitude, les intérêts pressants de la population sont complètement négligés par le plan quinquennal.

La population souffre de la pénurie des produits de première nécessité et de consommation et ces besoins augmentent de plus en plus d'une année à l'autre.

L'un des principaux motifs de cet état de choses c'est la mort presque complète de l'industrie, de celle qui travaille pour les besoins de larges débouchés.

Aucun discours pompeux ne peut cacher que les principales branches de l'industrie légère reçoivent de très modestes subsides, qu'elles manquent de matières premières, les plus indispensables, d'où les misérables résultats de la production de l'industrie légère. Quoi de plus attristant que, par exemple, la production de l'industrie textile qui, en 1933, a été bien au-dessous de celle de 1927 ou de 1928. Qu'on en juge par le tableau suivant des tissus en mètres :

1927-1928	2.695.000
1928-1929	2.822.000
1930	2.418.000
1931	2.454.000
1932	2.546.000
1933	2.586.000

Ce tableau montre que la croissance des besoins dans le domaine de l'industrie des tissus à l'intérieur et la production des co-

tonnades pendant ces cinq années de plan quinquennal se sont stabilisées à un niveau inférieur à celui d'avant l'application du plan quinquennal. Les comptes rendus montrent également que la production de la tôle a baissé de trois fois, que la production du fil de fer et des clous a baissé de 60 %. Aussi, peut-on prêter une attention sérieuse au léger changement apporté dans le programme du deuxième plan quinquennal qui, par rapport à celui du 1<sup>er</sup> plan quinquennal promettait d'augmenter la *consommation de la population de l'U. R. S. S.* dans les proportions de deux à trois fois par rapport à celle de l'année 1928 ; le deuxième plan quinquennal promettait également d'augmenter de deux à trois fois la consommation de la population par rapport à celle du premier plan quinquennal, alors que la consommation avait sensiblement baissé. A ce sujet, on trouve d'intéressantes indications dans le *Bulletin* du Cabinet économique de S. N. Procopovitch de mars 1936. D'après ce *Bulletin*,

la situation économique de la Russie soviétique serait la suivante : l'ensemencement des six principales céréales de l'U. R. S. S. (blé, froment, riz, orge, avoine, maïs) n'a augmenté que de 5,8 % au cours de ces vingt années ; la production du sucre a fortement baissé ; elle a passé de 14,4 millions en 1913 à 11,8 millions. Le nombre de têtes de gros bétail en U.R.S.S. pendant ces vingt années a baissé d'environ 33 %. En 1913, on comptait 60,3 millions de têtes, l'on n'en compte plus que 40,7 millions. L'élevage des porcs a aussi fortement baissé, celui des moutons bien davantage : en 1913, la Russie possédait presque la cinquième partie de l'ensemble des moutons du monde (18,2 %). Ce chiffre n'est plus actuellement que de 6,5 %.

De tout ce qui précède, il appert que le rôle de l'Union soviétique dans le monde économique a été ramené à des proportions catastrophiques.

Ibrahim TCHOULIK.

## La Géorgie et la grande allégresse des Soviets

Quinze ans sont passés depuis l'occupation de la Géorgie par les Soviets. Les fêtes qui se sont déroulées à ce sujet pendant les mois de février et de mars de cette année à Moscou et à Tiflis ont eu un caractère de solennité exceptionnel. Les unes après les autres, des délégations furent envoyées à Moscou pour exprimer des remerciements au « grand chef des peuples », Staline-Djougachvili, au nom... du peuple géorgien. Des parades militaires eurent lieu à Tiflis en présence du « maréchal » Vorochilov, venu tout

exprès, avec le bruit des chars d'assaut, des autos blindées et des avions, ce qui ne manquait pas de rappeler la puissance militaire de l'U.R.S.S., susceptible une fois encore de noyer dans le sang toute velléité de liberté et d'indépendance.

Les discours des tchékistes et des ignorantes créatures de Moscou ne tarissaient point d'éloges à la gloire des Soviets et des succès remportés au cours de ces 15 années, aussi bien dans la vie sociale qu'économique, en Géorgie en particulier. Il est vrai que dans

le vague de ces discours se cachait le véritable état de choses ; n'empêche que la presse officielle soviétique (la seule qui existe) diffusait ponctuellement ces discours dans toute l'U.R.S.S., tandis que les correspondants des journaux européens les diffusaient à l'étranger en toute sincérité sans les analyser, sans le moindre commentaire. En réalité, il s'est joué là une de ces farces qu'il convient d'analyser en raison des chiffres fournis et grâce auxquels il sera facile de démontrer l'in vraisemblance des déclarations faites.

C'est ainsi que pour produire une impression plus forte, les bolcheviks, selon la coutume, ont appuyé leurs discours et leurs écrits par des statistiques comparées. Au temps d'avant-guerre et pendant l'indépendance de la Géorgie, disent-ils, il a été ensemencé  $x$  hectares de terres, exporté à l'étranger  $x$  tonnes de marchandises; de nos jours il a été ensemencé ou exporté  $x$  fois plus. Rendez-vous compte des progrès réalisés ! L'absolu des chiffres en impose toujours. Aussi les bolcheviks se gardent-ils d'expliquer ce qu'il faut entendre par valeur relative de ces chiffres; ils ne disent point, par exemple, que si la production s'est accrue (et à quel prix !) c'est que la population a aussi augmenté au cours de ces 15 ans et jusqu'à quel point cette production répond actuellement à la consommation de cette population accrue; ils ne disent pas que la Géorgie indépendante (1918-1921) ne pouvait intensifier l'exportation à un moment où elle n'avait pas encore accès aux marchés étrangers. La fermeture des détroits lui barrait la route vers l'Europe occidentale et quant au marché russe, il ne pouvait servir de débouché, étant donné que la Russie à l'époque, en pleine guerre civile, était pri-

vée de toute capacité d'achat. Jamais, bien entendu, la statistique soviétique ne dira que l'exportation du naphte de Bakou et du manganèse géorgien a été d'un immense soutien à une époque où après trois années de pouvoir en Russie, les bolcheviks avaient tout anéanti, tout dévoré; jamais ces statistiques ne diront qu'au moment de l'occupation de la Transcaucasie, les bolcheviks y ont trouvé la production du naphte et du manganèse intacte avec ses immenses réserves, les voies ferrées en parfait état; elles ne diront pas non plus qu'à ce moment, voire même quelque temps après l'occupation et jusqu'à l'annulation de la monnaie géorgienne, cette dernière avait une valeur plusieurs fois plus élevée que l'argent soviétique.

Si l'on a recours à des méthodes de statistique comparative ne serait-il pas plus juste de comparer la situation économique de la Géorgie soviétique avec celle des petits Etats limitrophes qui se détachèrent en même temps que la Géorgie du paradis soviétique et qui ont eu la chance de conserver leur indépendance après que la Géorgie la perdit. La situation économique des républiques indépendantes de Finlande, de Lituanie, de Lettonie, d'Estonie est-elle meilleure aujourd'hui que celle de la Géorgie ? La population de ces pays est-elle mieux nourrie, mieux vêtue et d'une manière générale fait-elle plus de progrès que la population de la Géorgie soviétique ? Autant de comparaisons qu'il conviendrait de faire et qui ne seraient pas avantageuses pour le pouvoir des Soviets.

Essayons donc de mettre un peu au point le brillant aspect extérieur de leur propre statistique.

\*  
\*\*

La Géorgie, dans son ensemble, est un pays agricole, d'après les chiffres fournis par le dénombrement soviétique de 1926, 83,1 % de la population laborieuse de la Géorgie s'adonnent à l'agriculture. Il va donc de soi que le pouvoir soviétique doit s'efforcer avant tout d'élever le niveau de bien-être de la population rurale, et cela d'autant plus que la nature en Géorgie vient considérablement à l'aide du travail de l'homme. N'est-ce pas Elisée Reclus, éminent géographe français, qui a écrit en parlant de la Géorgie et de la Transcaucasie en général : « ...bien arrosées, les campagnes de la Transcaucasie pourraient nourrir une population aussi considérable que celle de la France, et probablement qu'il y a deux mille ans il en était ainsi ». Les bolcheviks parlent sans cesse du relèvement de l'économie rurale de la Géorgie, de la construction de canaux, de milliers de tracteurs, etc. Or, nul n'ignore que bien que la population de Transcaucasie ne dépasse pas actuellement 7 millions 1/2 d'habitants, elle ne recevait le pain, comme du reste dans toute l'Union Soviétique au cours de ces quinze années de dictature, qu'en quantité limitée, juste de quoi ne pas mourir de faim, et pas autrement que par carte. Un tel système de distribution de pain n'a été appliqué aux Européens que pendant la grande guerre, pendant les plus cruels moments de cette guerre; or, ces cartes de pain en U.R.S.S. n'ont été abolies qu'en 1935. Cette circonstance ne suffit-elle pas pour démasquer toute l'inconséquence des statistiques soviétiques ?

Cependant, pour produire plus d'effet à l'intérieur de leurs frontières et au dehors, les bolcheviks écrivent :

« La surface cultivable dans son ensemble, en Géorgie, a passé, au cours de ces 15 années, de 738.000 hectares à 957.000 (*Izvestia* du 26 février 1936); accroissement fort sensible, n'est-ce pas ?

Il convient toutefois de prendre en considération que pendant ces 15 années, le chiffre de la population a passé de 2.401.000.000 âmes à 3 millions 050.00. De ce fait, la part de surface cultivable qui revient à chaque individu est actuellement la même que celle d'il y a 15 ans, c'est-à-dire de 0.3 hectares.

Mais ce n'est pas là le plus grand malheur; le mal est que, quinze ans auparavant, c'est-à-dire avant l'occupation de la Géorgie par les bolcheviks, la terre se trouvait dans la main de petits propriétaires fonciers (cultivateurs), qu'ils y étaient les seuls maîtres). A présent la terre est propriété d'Etat et sur 957.000 hectares 610.000, soit 63,9 % sont cultivés par l'Etat (sovkhoz) ou bien sont réunis de force sous une administration collective (kolkhoz). Cet important secteur de l'économie rurale jouit de toutes sortes d'appuis de l'Etat, alors que les exploitations individuelles sont vouées intentionnellement à la ruine, du fait d'impôts très élevés, de l'absence de tout appui et des persécutions politiques de petits propriétaires en tant « qu'ennemis de l'édification socialiste ».

La récolte du blé de 1909 à 1913 atteignait en moyenne 850 kilos par hectare; en 1927-1929 cette norme est tombée à 810, et en 1934 elle ne dépasse pas, en Géorgie occidentale 840 kilos (*Kommounist*, 15 janvier 1935), et c'est là, le maximum de récolte; or, nul n'ignore qu'avec un appareil bureaucratique, le pourcentage de grains perdus est bien plus élevé au cours du

transport, de la conservation, etc., que lorsque l'on a affaire à un petit cultivateur particulier, qui, lui, tremble pour chaque grain qui se perd.

L'étatisme, dans l'économie rurale, a beaucoup concouru à la baisse de l'élevage, l'une des principales sources de revenus de l'économie rurale en Géorgie. C'est ainsi que l'on comptait (en mille) :

	en 1913	en 1935
Têtes de gros bétail ..	1.333	1.517
Petit bétail (moutons, chèvres, cochons) ..	2.139	1.861
Chevaux ..	128	151

(*Kommounist*, 25 février 1925 et *Sotsialist. Khoz. Zakavkazia*, n° 6, 1935.)

Cela veut dire que la part revenant à chaque individu était la suivante :

	en 1913	en 1935
Têtes de gros bétail ..	0,6	0,5
Petit bétail ..	0,9	0,6
Chevaux ..	0,06	0,05

La production de la laine, des peaux, de la viande, de la graisse, etc., a baissé évidemment dans les mêmes proportions.

La récolte du raisin, aussi bien que la production vinicole, ont aussi sensiblement baissé. La vente de ces produits constituait en effet les 70 % du budget du paysan géorgien de certaines régions. Voici, du reste, quelques chiffres :

En 1917, il a été récolté 110.000 tonnes de raisins ;

En 1934, il a été récolté 79.000 tonnes de raisins,  
(*Sotsialist. Khoz. Zakavkazia*, n° 6, 1935).

Pourquoi donc, dans ces conditions, la Géorgie soviétique a-t-elle été gratifiée par Moscou de la plus haute récompense, de l'ordre de Lénine, préci-

sément pour « succès exceptionnels dans l'économie rurale » ?

Il est, en effet, des branches de l'économie rurale dans lesquelles il faut reconnaître des succès : ce sont celles qui donnent des produits inexistantes en Russie, tels que tabac, thé, citrons, oranges, etc. Moscou a besoin de ces produits, aussi, de par son ordre renforce-t-on leur production. L'on conçoit qu'on ne saurait se dérober à ces ordres, serait-ce même au préjudice des besoins les plus substantiels des autres branches de l'économie rurale.

La surface occupée par les plantations se présente comme suit, en hectares (d'après le *Kommounist* du 28 février 1936) :

Thé ..	894	34.000
Oranges, citrons, etc...	500	3.300
Tabac ..	10.400	19.400

Ainsi qu'on peut le voir, la Géorgie est contrainte de jouer le rôle de colonie, tenue de produire, non pas ce dont a besoin la population locale, mais ce que dictent les intérêts du pouvoir central.

« Conformément aux directives données par le camarade Staline, dit le président des commissaires du peuple de Géorgie, nous avons porté toute notre attention sur la culture des oranges, citrons et mandarines. En vertu de la décision prise par le Comité central du parti communiste et du Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. en date du 5 novembre 1935, décision prise sur l'initiative de Staline, nous avons développé à ce point le travail que la surface réservée aux dites cultures atteindra en 1940 le chiffre de 20.000 hectares, si bien qu'on comptera non par millions, mais par milliards, les oranges, citrons et mandarines voués à la consommation de l'U. R. S. S. ».

« Actuellement, dit un autre personnage de Moscou, le plus important en Géorgie, M. Béria, une tâche honorable se présente devant nous : il s'agit de fournir à la table du laborieux pays des Soviets, des oranges, des citrons, des mandarines » (*Sovietskie subtropiki*, Edition Ogonek).

Comme on peut le voir, les tâches de l'économie rurale de la Géorgie sont très vastes et si les rêves de M. Béria viennent à se réaliser et que les ouvriers de l'Union soviétique viennent à exiger qu'on leur fournisse des oranges, les 950.000 hectares de terre géorgienne qui étaient jusqu'à ce jour destinés à la culture du blé et du maïs, se trouveront insuffisants...

Telle est la politique économique rurale des Soviets : des oranges au lieu de pain et de beurre pour nourrir les travailleurs affamés de l'U.R.S.S. Peu importe que cette politique soit dépourvue de sens commun. L'essentiel c'est que les statistiques soviétiques enregistrent et fassent connaître au monde entier que pendant un délai de trois ans, de 1931 à 1934, une somme de 1.430 millions de roubles a été investie dans l'économie rurale de la Géorgie.

\*  
\*\*

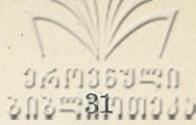
La situation n'est pas meilleure dans le domaine industriel. Voyons les chiffres tout d'abord.

L'électrification du pays des Soviets fut le rêve de Lénine. Or, voici que la puissance des stations électriques, d'après les statistiques soviétiques, atteignait en Géorgie, pendant l'année 1935 le chiffre de 104.000 kilowatts-heures, c'est-à-dire, 20 fois plus qu'avant l'occupation du pays par les Soviets (*Kommounist* du 28 février 1936). Ce résultat a coûté des dizaines de millions de roubles, dépense qu'il ne saurait évi-

demment pas être question de couvrir. Les rues des principales villes et les établissements d'Etat sont inondés de lumière, attendu qu'ils sont visités par les étrangers; mais si l'on interroge ceux qui ont visité ces villes électrifiées et qui, en dehors des rues où ils sont passés et des cabinets des person-nages soviétiques où ils ont défilé, se sont rendus dans les locaux surpeuplés qu'habitent les simples mortels, ils vous diront que non seulement la lumière électrique leur est irrégulièrement fournie, mais qu'ils ne peuvent l'utiliser... faute de lampes. Mais, passe encore, ce qui importe, c'est que les statistiques soviétiques enregistrent les dépenses occasionnées par les usines électriques et par le développement de l'industrie dans la petite Géorgie et qui dans l'ensemble atteignent 800 millions de roubles au cours de ces huit dernières années.

Effectivement des usines et des fabriques ont été construites; manufactures de chaussures, fabriques de tissage, scieries, papeteries, sucreries, entreprises d'exploitation du ferromanganèse, etc.; tout cela travaille à plein rendement, car, d'après les données officielles, la production totale de l'industrie de la Géorgie en 1935, s'est élevée à la somme fantastique de 473 millions de roubles! Ces résultats sont soigneusement exposés sur le papier; en réalité, l'ouvrier et le paysan géorgiens sont plus mal vêtus que jamais, plus mal chaussés; le sucre, en tant que produit de première nécessité, n'est accessible qu'à de rares privilégiés.

Comme exemple de « grandioses succès » des Soviets dans le domaine industriel nous citerons une des principales branches de l'industrie géorgienne — celle du manganèse. L'on n'ignore pas que l'industrie du manga-



nèse de Géorgie a une importance mondiale de premier plan, qu'elle occupe la première place dans l'industrie de Transcaucasie, après celle du naphte. Le pouvoir soviétique l'a trouvée en pleine exploitation; les industriels géorgiens et étrangers s'étaient groupés, en une puissante organisation (Tchemo) qui réussit à rénover les relations, interrompues pendant la grande guerre, avec les marchés européens et américains.

Voyant les succès remportés par cette organisation, les Soviets s'efforcèrent, au début, d'en tirer profit. Toutefois, la haine envers les « bourgeois » nationaux et les capitalistes ne tarde pas à prendre le dessus, et c'est ainsi que l'organisation fut dissoute et les entreprises, nationalisées.

Les affaires devinrent mauvaises. Les bolcheviks chassèrent alors (en 1926) les anciens industriels, très expérimentés dans la matière, et ils n'hésitèrent pas à concéder ces entreprises à un capitaliste américain, M. Harriman, à de très mauvaises conditions. Et si l'on veut se rendre compte une fois de plus de la mauvaise foi, de l'hypocrisie de la presse soviétique il suffit de parcourir les journaux de cette époque. Ce n'étaient que flatteries à l'adresse de M. Harriman, que tribut d'admiration à son talent, à son hardiesse. Mais deux ans ne s'étaient encore point écoulés que les Soviets rompaient avec lui, et ces mêmes Soviets qui s'étaient tant vantés d'avoir fait une bonne affaire, prétendaient à présent que l'affaire était mauvaise pour eux et que le concessionnaire M. Harriman n'était qu'un imposteur !

Ils se mirent donc au travail avec leur habituelle vantardise, leur criarde réclame et les millions assignés à l'affaire; ils construisirent même une usine de ferro-manganèse, comportant

les perfectionnements les plus modernes, et voici les résultats :

En 1913, l'exploitation du manganèse s'élevait à 986.400 tonnes; en 1933, l'exploitation du manganèse ne donnait plus que 480.700 tonnes (cf. l'édification socialiste de l'U. R. S. S. — Moscou, 1935).

L'exploitation du manganèse en Géorgie avait donc baissé de 50 %; il est vrai que depuis quelques années l'exploitation du manganèse accuse dans le monde une baisse générale; toutefois, l'industrie du manganèse en U.R.S.S., en Géorgie notamment, s'est trouvée dans une situation toute spéciale sous le pouvoir des Soviets qui, lui, s'est installé dans le pays, prétendant apporter le bien-être et développer le rendement des forces productrices.

L'exploitation du manganèse en U.R.S.S. s'opère en d'autres lieux de l'U.R.S.S., notamment en Ukraine (Nikopol) et dans l'Oural, mais la qualité de ce manganèse aussi bien que la quantité sont inférieures à celles de la Géorgie.

Au cours des dix années qui ont précédé la grande guerre, de 1903 à 1912, le manganèse extrait des gisements en question s'exprime par les chiffres suivants :

Géorgie, 4.749.605 tonnes (27,4 % de la production mondiale).

Ukraine et Oural, 1.578.154 tonnes (9,1 % de la production mondiale).

Sous le pouvoir soviétique, la situation a radicalement changé.

Voici, du reste, quelques chiffres (en milliers de tonnes) :

	En 1931	En 1932	En 1933
Géorgie ..	390,0	388,8	480,7
Ukraine ..	493,5	443,3	524,0

Comme on peut le voir, l'exploita-

tion du manganèse en Géorgie, supérieure à celle de l'Ukraine et de l'Oural de 200 % en 1913 est tombée de 27,5 % en 1933 par rapport à l'exploitation du manganèse de la seule Ukraine.

Telle est la situation de la seule industrie importante de la Géorgie sous le régime soviétique.

Nous passerons sous silence la situation des ouvriers occupés dans l'industrie soviétique ; la situation de ceux de la Géorgie est en tout semblable à celle de tous les ouvriers de l'U.R.S.S., tout aussi lamentable. La presse européenne, celle qui est restée saine et libre et qui, malgré tout, croit encore aux succès de l'industrie soviétique ne cache pas cette situation. Le mouvement, dit « stakhanovien » en dit long à ce sujet.

\*\*

Un bluff semblable en ce qui concerne les « étonnants succès » soi-disant obtenus dans le domaine des finances, de l'Etat de l'U.R.S.S. est également répandu dans la presse soviétique.

D'après les chiffres publiés en 1932, les recettes de l'U.R.S.S. s'élevaient à 30 milliards de roubles ; en 1933 elles étaient de 40 milliards et, en 1935, de 63 milliards. Les dépenses de l'Etat sont largement couvertes. C'est ainsi que si nous prenons, par exemple, l'année 1932, nous verrons que les recettes pour l'unique budget (général pour toute l'Union et pour les différentes républiques) s'élevaient à 30.573,5 millions de roubles, alors que les dépenses n'atteignent que 30.283 millions de roubles, d'où un excédent de recettes sur les dépenses de 290.5 millions de roubles.

Sur cet ensemble de dépenses de

30.283 millions de roubles, les budgets autonomes des sept républiques unies absorbent 4.113,3 millions de roubles (cf. le « Recueil de l'Edification socialiste de l'U.R.S.S. » — Moscou, 1935), c'est-à-dire que de l'ensemble des dépenses, les républiques « alliées » ne disposent que de 13,5 % alors que le gouvernement central dispose de 86,5 pour 100.

Cette dernière somme de 26.170 millions de roubles répartie entre les 165,7 millions d'âmes de l'U.R.S.S. constitue la somme de 158 roubles par tête d'habitant, alors qu'en ce qui concerne la population de Transcaucasie, en admettant que de la caisse commune de l'U.R.S.S. et au profit de la Transcaucasie le pourcentage appliqué à la population (7.074 mille âmes) se fasse dans les mêmes conditions que dans les autres républiques (et il n'en est pas toujours ainsi) on aura 1.117 millions de roubles. Le budget autonome de la Fédération soviétique socialiste de Transcaucasie s'élève encore à 378 millions de roubles.

Ainsi les dépenses afférentes à la Transcaucasie s'élèvent à 1.495 millions de roubles (1.117 + 378), somme évidemment fort élevée par rapport aux budgets des Etats « bourgeois ».

Or, l'U.R.S.S., en général, et la Transcaucasie en particulier, sont des pays « socialistes ». Dans ces pays, à l'encontre des pays « bourgeois », toute l'industrie, tout le commerce et presque toute l'économie rurale sont à la charge du budget de l'Etat. C'est pourquoi, en voyant les chiffres fantastiques que comporte le budget des républiques soviétiques, il convient de remarquer que les dépenses pour le financement de l'industrie, du commerce et de l'économie rurale atteignent, par exemple, en 1932, les 77 % du budget global (23 milliards sur 30 mil-

liards) et pour la Transcaucasie, à elle seule, les 29,6 % (112,7 millions sur 378 millions de roubles). Si l'on inclut ainsi les dépenses pour le financement de l'industrie, du commerce et de l'économie rurale dans le budget, l'on aura une moyenne de 210 roubles par tête d'habitant en Transcaucasie.

Si on les exclut du budget afin de pouvoir, dans une certaine mesure, faire une comparaison entre le budget soviétique et celui des pays où le financement de l'industrie, du commerce et de l'économie rurale se fait par des moyens privés (dans ces pays la nationalisation des entreprises et exploitations n'existant pas), on constatera que les dépenses sur le budget de l'Etat, par tête d'habitant ne dépasse pas 72 roubles par an, en Transcaucasie.

En 1935, le budget total de l'Union et des sept républiques laisse voir un ensemble de dépenses s'élevant à 63.972 millions de roubles (cf. Bulletin Institut Economique du prof Protopovitch, N° 127), ce qui constitue 380 roubles par tête d'habitant sur une population de 167 millions d'âmes ; si l'on retire de cette somme les frais de financement de l'industrie, du commerce et de l'économie rurale (34.893 millions de roubles) on aura une moyenne de 174 roubles de dépenses par tête d'habitant, au lieu de 158 roubles en 1932. Voilà bien une manière de progresser au pays des Soviets !

Mais voyons à présent ce que représente le rouble soviétique. Tout d'abord, il faut dire qu'il n'a jamais exprimé une valeur déterminée, une capacité d'achat répondant au chiffre inscrit sur la monnaie.

A la fin de 1935, le gouvernement soviétique fixa la valeur du rouble à 3 francs ; or, la capacité d'achat de ce rouble (prix des marchandises) n'at-

teint pas même 50 centimes. De ce fait, les dépenses effectives incombant à chaque habitant de l'U.R.S.S., d'après le dernier budget, le plus important, par rapport à ceux des précédentes années, est de 190 francs. Dans ce chiffre sont comprises les dépenses pour l'industrie, le commerce et l'économie rurale ; il tombe à 87 francs par an si l'on en déduit ces dépenses.

En produisant les chiffres astronomiques de ces dépenses d'Etat, les statistiques soviétiques indiquent en même temps les budgets des pays capitalistes, non pour faire un rapprochement, bien entendu ; cependant, si contre leur désir, nous utilisons leurs données (cf. « Les pays capitalistes », supplément au « Recueil de l'Edification socialiste de l'U.R.S.S. »), nous constaterons que d'après le budget de 1935, les dépenses par tête d'habitant sont les suivantes :

France .....	1.223 fr.
Allemagne .....	606 fr.
Angleterre .....	1.275 fr.

Il convient d'ajouter à ces chiffres les dépenses considérables pour l'industrie, le commerce et l'économie rurale, faites dans ces pays capitalistes et qui ne figurent point dans les budgets d'Etat. L'on aura ainsi une idée très nette de la pénible réalité du pays des Soviets et les exagérations des chiffres soviétiques.

L'on peut se demander à présent s'il y avait vraiment de quoi être si joyeux au jour du 15<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation de la Géorgie ? De toute façon la population de la Géorgie ne pouvait s'y associer ; elle n'avait aucune raison de partager cette allégresse ; le roulement des tambours ne couvrira pas les accents de tristesse du peuple géorgien.

# Asservissement économique de l'Azerbaïdjan

A l'occasion du XV<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation de l'Azerbaïdjan, les autorités soviétiques ont proclamé les résultats de leurs succès sur le front économique.

Pendant ces quinze années, il a été exporté d'Azerbaïdjan plus de 138 millions de tonnes de naphte ce qui constitue en moyenne 9.200.000 tonnes exportées annuellement.

De 1926 à 1930 inclus, l'exploitation du naphte à Bakou a donné 40.418.733 tonnes et pendant la période comprise entre 1931 et 1935, la production du naphte a atteint 79.641.704 tonnes. Au cours de la présente année on espère atteindre le chiffre de 22 millions de tonnes.

Les sommes dépensées par Moscou pour toutes ces richesses s'élèvent à 138 millions de roubles. Jusqu'en 1935, ces dépenses étaient partagées entre le Soviet de Bakou et le gouvernement de Transcaucasie. Ce n'est qu'à partir de l'année dernière que le budget d'Etat d'Azerbaïdjan déduit un rouble par tonne ; d'autre part, 70 % de cette somme s'inscrivent dans le budget du Soviet de Bakou.

Il convient de remarquer que l'industrie pétrolière de Bakou d'avant-guerre et dont l'extraction se chiffrait, non par dizaines de milliers de tonnes, mais bien au-dessus, rapportait au trésor 42 millions de roubles-or, sans compter que l'industrie se trouvait dans les mains de particuliers.

A partir de 1900 et jusqu'à la fin de 1914, c'est-à-dire pendant quinze

ans, l'industrie de Bakou a rapporté au trésor non pas 138 millions de roubles soviétiques-papier, mais 400 millions de roubles-or.

Nous ne parlerons pas des autres richesses de l'Azerbaïdjan que Moscou pompe sans ménagement et sans compensation, telles que le coton, la soie, le poisson, le cuivre, le minerai de fer, le sel, etc.

A elles seules, les raffineries de naphte ont donné divers sous-produits tels que la benzine, le pétrole, l'huile, etc., pour une somme de 595.5 millions de roubles d'après le cours fort de 1926-1927.

Or, la production de l'année dernière n'a été que de 19 millions de tonnes et le traitement du naphte de Bakou s'est effectué hors des frontières de l'Azerbaïdjan. En outre, il a été également exporté du naphte brut. Mais en dehors de l'industrie du naphte il est encore une autre industrie qui rapportait au trésor, encore avant la guerre, près de vingt millions de roubles-or ; il y a les transports par voies ferrées qui donnaient vingt millions de roubles de bénéfice, les bateaux-pétroliers, etc. Le transit à lui seul donnait près de 10 millions-or à l'Etat.

Le revenu global de l'Azerbaïdjan avant l'occupation atteignait 162 millions de roubles-or, chiffre fourni par les statistiques soviétiques elles-mêmes.

Examinons à présent le budget d'Etat de l'Azerbaïdjan pendant l'oc-

cupation, alors que toute l'économie se trouve dans la main de l'Etat :

#### Budget de 1922-1923

Revenus	....	15.121.606 roubles
Dépenses	....	21.896.606 roubles
Déficit	.....*	6.774.879 roubles

De plus, 46 % de ce budget est un budget du Soviet de Bakou, et 24 % constituent l'apport de l'Azerbaïdjan dans le budget fédéral de Transcaucasie. Ainsi, pour les besoins de l'Azerbaïdjan il reste en tout et pour tout 30 %, c'est-à-dire, rien du tout.

#### Budget de 1923-1924

Revenus	.....	3.377.404 roubles
Dépenses	.....	5.564.564 roubles
Déficit	.....	2.187.142 roubles

#### Budget de 1924-1925

Revenus	.....	3.155.233 roubles
Dépenses	.....	7.200.000 roubles
Déficit	.....	3.044.767 roubles

#### Budget de 1925-1926

Revenus	....	24.558.250 roubles
Dépenses	....	24.558.250 roubles

Dans tous ces budgets, aussi bien que dans les suivants, la part du Soviet de Bakou et de la Fédération de Transcaucasie s'élève à 70 %. En déduisant cette somme nous obtenons 7.310.244 roubles qui ont été employés pour les besoins de tout l'Azerbaïdjan.

#### Budget de 1928-1929

Revenus	....	71.000.000 roubles
Dépenses	....	93.499.869 roubles
Déficit	.....	22.499.869 roubles

Sur cette somme la Fédération de Transcaucasie a reçu 24.730.000 roubles ; le Soviet de Bakou a reçu 39 millions 140.322 roubles et tout l'Azerbaïdjan, à l'exception de Bakou a reçu 7.129.678 roubles.

#### Budget de 1929-1930

Revenus	....	48.846.000 roubles
---------	------	--------------------

Dépenses	....	85.585.915 roubles
Déficit	.....	36.741.915 roubles

Sur cette somme il a été prélevé pour le Soviet de Bakou et pour la Fédération de Transcaucasie la somme de 67.850.000 roubles ; l'Azerbaïdjan, à l'exception de Bakou n'a reçu en tout et pour tout que 17.735.000 roubles.

#### Budget de 1933-1934

Revenus	....	73.749.000 roubles
Dépenses	....	115.143.000 roubles
Déficit	.....	41.394.000 roubles

#### Budget de 1934-1935

Revenus	.....	81.000.000 roubles
Dépenses	....	105.000.000 roubles
Déficit	.....	24.000.000 roubles

#### Budget de 1935-1936

Revenus	.....	156.703.000 roubles
Dépenses	....	156.703.000 roubles

#### Budget de 1936-1937

Revenus	....	442.229.000 roubles
Dépenses	....	442.229.000 roubles

Sur cette somme, 259.942.000 roubles constituent « les ressources transmises aux budgets locaux, 70 % au Soviet de Bakou et à la Fédération de Transcaucasie. Il ne reste donc plus pour le budget d'Etat d'Azerbaïdjan que près de 54 millions de roubles.

Il n'est pas sans intérêt de voir comment se constituent ces budgets.

Faisant un exposé sur le déficit budgétaire pendant l'année 1933, le commissaire aux Finances de l'Azerbaïdjan soviétique déclara que ce vide serait comblé par une mobilisation des ressources de la population pour la somme de 44 millions de roubles. (*Kommounist* (en turc) de Bakou du 9-IV-1933.)

Cette même année, les revenus se répartissaient ainsi :

Economie génér.	60.899.000 roubles
Mobilisation des ressources de la population . . . .	43.500.000 roubles
Exploitation du naphte et industrie cotonnière	1.658.000 roubles

Il ne faut pas oublier que cette même année l'exploitation du naphte a donné 14.500.000 tonnes de ce produit et que les plantations de coton ont couvert 191.000 hectares.

L'année dernière, alors que les seules raffineries de naphte de Bakou ont donné pour 595.000.000 de roubles de sous-produits et que 19 millions de tonnes de naphte ont été recueillis, l'Azerbaïdjan n'a obtenu en tout et pour tout que 19 millions de roubles avec obligation de porter au budget du Soviet de Bakou 70 % de cette somme.

En 1923-1924, alors que le budget s'élevait à 5.564.564 roubles et que le déficit atteignait 2.187.142 roubles, l'extraction du naphte dans le rayon de Bakou a donné 4 millions de tonnes de ce produit.

En 1924-1925, alors que le budget s'élevait à la somme de 7.200.000 roubles et que le déficit atteignait 3 millions 44.767 roubles, l'exportation du naphte a atteint le chiffre de 4.500.000 tonnes.

En 1928, alors que le budget s'élevait à 93 millions de roubles, et le déficit à 22.499.869 roubles, il a été exporté à l'étranger pour une somme de 150 millions de roubles de produits de naphte, et il a été vendu sur les marchés de l'intérieur pour une somme de 100 millions de roubles. Les comptes rendus de ces transactions se trouvent exposés dans les Bulletins officiels du Comité du naphte de l'Azerbaïdjan.

En 1935, d'après le budget officiel, la dépense qui incombe à chaque Azer-

baïdjanien s'élève à près de 50 roubles, alors que chacun de ces Azerbaïdjanais a fourni à Moscou, en naphte seulement, une moyenne de 2.000 roubles. Les Pharaons rouges peuvent, évidemment, se vanter des succès exceptionnels de leurs plans quinquennaux !

Si l'on s'en rapporte à la *Zaria Vostoka* du 6 novembre 1932, du 7 novembre 1932 et du 1<sup>er</sup> mai 1933, il a été investi dans les trois républiques de Transcaucasie, au cours du premier plan quinquennal, une somme de 2 millions 300.000 roubles. Sur cette somme, 1.280.000 roubles ont été prélevés pour les besoins de l'industrie lourde, c'est-à-dire pour l'industrie du naphte de Bakou, pour le manganèse géorgien, pour l'industrie de la houille, etc. La part qui revient à la seule industrie du naphte de Bakou atteint 665 millions de roubles, et comme résultat, l'exportation, au cours de quatre années du premier plan quinquennal, d'environ 50 millions de tonnes de naphte.

La somme restante se partage entre les trois républiques de Transcaucasie qui investissent leur part dans l'industrie légère et l'économie rurale.

Pour ce qui est de l'Azerbaïdjan, une partie de la somme lui revenant est consacrée au développement du réseau des canaux d'irrigation dans les stepes de Mougan, à la création de nouveaux villages et à l'installation en masse de paysans russes.

Dans le même temps, on procède à l'élargissement des champs de coton, si bien que, grâce à ces sommes, l'Azerbaïdjan se transforme en « république du coton et du naphte », à l'exception de toute autre œuvre constructive. Il n'est pas jusqu'au chemin de fer Bakou-Djoulfa dont la construction commencée sous le gouvernement national n'a pas été reprise depuis quinze ans.

Le seul but poursuivi par Moscou dans sa politique de plans quinquennaux consiste à une exploitation plus intensive de l'Azerbaïdjan et à sa transformation; l'industrie russe, l'armée russe dont les besoins en naphte deviennent de plus en plus pressants, pourra vivre et prospérer. Qu'on se rappelle les déclarations faites au VII<sup>e</sup> Congrès des Soviets par le commissaire à l'industrie lourde de l'U. R. S. S., M. Ordjonikidze :

D'année en année, les besoins en pétrole, benzine, huile ne cessent de s'accroître. Aujourd'hui, la tractorisation, l'automobilisation du pays, notre flotte, nos locomotives, nos fours Martin exigent du naphte comme combustible; demain, ces exigences se feront encore plus sentir ! »

Et M. Ordjonikidze exigea l'extraction en 1936 de 23 millions de tonnes

de naphte et, en 1937, une quantité encore supérieure pour arriver à un minimum de 30 millions de tonnes de naphte.

Dans le même temps, s'appuyant sur l'armée russe d'occupation, les académiciens russes poursuivent leurs recherches géologiques, découvrent de nouveaux gisements. Se basant sur les données fournies par l'académicien Goubkine, M. Ordjonikidze évalue à 3 milliards de tonnes les réserves de naphte en Union soviétique. La moitié de ces réserves sont en Azerbaïdjan.

Il s'agit, pour Moscou, de pomper le sang noir et c'est la raison pour laquelle les Soviets ont occupé l'Azerbaïdjan, la raison qui les incite à garder dans leurs griffes ensanglantées ce riche pays.

Mirza BALA.

---

## Les possibilités étatiques du Caucase du Nord

A part les arguments d'un caractère subjectif, notamment, la ferme volonté du peuple de rétablir et de conserver la souveraineté de son pays, — la réalisation de l'idée de l'existence en tant qu'Etat de la République du Caucase du Nord est motivée encore par toute une série de prémisses d'une nature objective et en tout premier, — des facteurs de l'économie nationale. Notre intention est de consacrer le présent article à l'examen de ces facteurs.

Commençons par le territoire même, ce territoire qui, tant pour des raisons

d'équité historique que pour des conditions essentiellement du moment présent, doit être conservé à la future république du Caucase du Nord. Par l'étendue de son territoire (environ 170.000 kilomètres carrés), le Caucase du Nord l'emporte sur plusieurs Etats jouissant actuellement de leur souveraineté.

Nonobstant son étendue, relativement peu grande, le Caucase du Nord recèle dans le sein de sa terre les germes des richesses économiques considérables. Etant donné sa position géo-

graphique qui l'expose à l'influence des deux climats absolument contraires — celui de l'Océan Atlantique et celui de l'Asie Centrale — le sol du Caucase du Nord possède, grâce à la diversité de son relief très accidenté, une gamme très riche de zones climatiques différentes. Cette circonstance crée à son tour des conditions bien favorables au développement de multiples cultures agricoles dans ce pays. Tandis que les plaines fertiles des versants nord et nord-ouest offrent à la population des champs pour des cultures agricoles de la zone tempérée (telles que froment, maïs, orge, millet, tournesol, betterave à sucre, etc.), avec une superficie d'ensemencement atteignant (même dans les conditions du régime soviétique) 25 millions d'hectares, — d'autre part, les zones orientales, leurs steppes et leurs parties pré-montagnardes, aussi bien que les côtes de la mer Noire, présentent de brillantes conditions pour des plantations des cultures techniques d'une grande valeur marchande (telles que tabac, coton, kénaph, soy, etc.), qui, même de nos jours, occupent plus de 300.000 hectares. Avant la guerre, le Caucase du Nord fournissait seul plus de 50 % de toute la production du tabac en Russie, et il faut noter que ce tabac était de sorte supérieure. En ce moment, la superficie occupée par des plantations de tabac dépasse 20.000 hectares. En outre, le Caucase du Nord est renommé par son horticulture marchande et sa culture maraîchère qui, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, donnait déjà des excédents considérables dont on faisait l'exportation. De nos jours, cette branche sert de base à une industrie importante de conserves dont les produits sont actuellement réputés jusque sur les marchés étrangers. Enfin, les vastes massifs boisés, recouvrant les montagnes et les espaces pré-montagnards

de la partie occidentale et celle du centre, représentent, eux aussi, des réserves des richesses importantes. Même en ce moment, la production annuelle de l'économie forestière est estimée à 15 millions de roubles. Parmi les facteurs favorables au développement de la culture rurale, il faut mentionner encore les magnifiques pâturages que présentent les steppes disposées dans la partie nord-est du Caucase, ainsi que dans les zones sub-alpestres et alpestres. Les pâturages ont largement contribué à la création de hautes races de chevaux (les cabardins, les nohay) et des moutons (les espèces caratchaïev, caranohay, etc.), dont la renommée a dépassé les frontières du Caucase.

Les rivières, les mers et lacs du Caucase du Nord abondent en poissons. La pêche des espèces de prix dépasse annuellement 10 millions de pouds et sert presque entièrement à l'exportation, aussi bien en état frais qu'en conserves de toutes sortes.

Toutefois, ce qui constitue la richesse toute spéciale du Caucase du Nord, ce sont ses sous-sols. De vastes superficies formant des districts naphtifères et gazifères existent sur toute l'étendue du territoire compris entre les bouches du Kouban et les frontières de l'Azerbaïdjan et servent en ce moment de base à l'industrie importante du naphte. En plus du naphte, il existe d'énormes houillères à Karatchay, à Kabarda et à Dagestan ; de grands gisements des minerais de fer des sortes supérieures ont été découverts au bassin de Malka ; l'Osétie possède de vastes étendues riches en mines d'argent, de plomb et de zinc qui fournissent toute la production d'argent en U.R.S.S. En outre, on rencontre partout des mines de cuivre, de manganite, de plumosite, d'arsenic, de mercure, des mines aurifères, et d'autre minerais, ainsi

que de riches gisements des marnes de ciment, de graphite, de soufre, de marbre, des glaises silicates, etc. Toute cette diversité des richesses des sous-sols, réunit très heureusement le combustible et les produits à exploiter en même temps qu'assurant le développement de plusieurs branches de l'industrie métallurgique extrayant le minéral et l'industrie métallurgique qui le travaille. Si, à ces richesses on ajoute encore l'énergie électrique enfermée dans les puissants cours d'eau montagnards (cette énergie, d'après un calcul approximatif, rien que dans les plus grandes rivières dépasse 5 millions de CV.), il nous sera permis d'affirmer nettement que la République du Caucase du Nord pourra à l'avenir, occuper facilement une des premières places parmi les pays agraro-industriels.

Le littoral du pays lui garantit le développement de sa navigation et de ses relations commerciales avec le monde entier. Déjà dans la période d'avant-guerre, l'échange des marchandises avec l'étranger prenait chaque année plus d'essor, si bien que le trafic des marchandises arrivait à égaler dans certains ports de la mer Noire, celui des ports étrangers ayant une portée mondiale. On exporte les matières de la production du pays, telles que : produits agricoles, le naphte et ses dérivés, le ciment, les peaux, la laine, le poisson, etc. En outre le Caucase du Nord sert jusqu'à un certain point de station transitaire pour les pays voisins entrant actuellement comme des parties intégrantes dans l'U.R.S.S., c'est-à-dire l'Imel-Oural, le Turkestan, etc.

Ainsi donc, l'examen sommaire des richesses naturelles du Caucase du Nord et ses conditions climatiques, accentuées encore par sa position géogra-

phique très avantageuse (entre deux mers : la mer Noire et la Caspienne formant une voie transitaire naturelle de l'Asie en Europe), cet examen vient confirmer les perspectives magnifiques qui attendent la République du Caucase du Nord, vu qu'il possède toutes les pémisses économiques nécessaires à la souveraineté de son existence en tant qu'Etat.

Si nous passons maintenant à l'examen démographique du Caucase du Nord, nous nous rendrons immédiatement compte qu'ici, également, les perspectives de son existence indépendante se présentent sous un jour des plus favorables. La République du Caucase du Nord compte plus de 4 millions d'âmes de sa population, dont le chiffre dépasse celui de la Suisse (environ 4 millions), celui de la Finlande (3,5 millions), etc.

La densité de la population arrive à 27 personnes par kilomètre carré et dépasse celle de l'U.R.S.S. dans sa totalité (25 personnes), de l'Esthonie (24 personnes), de la Lettonie (23 personnes), de la Norvège (9 personnes), de la Finlande (10 personnes), de la Suède (15 personnes), de la Turquie, de la Perse, et de celle de plusieurs autres pays. Dans certaines régions de la République, la densité est encore plus considérable. A Daguestan, par exemple, elle arrive à 50 personnes par kilomètre carré, à Tchetchnia à 44 personnes, etc. Là où la densité de la population arrive à son maximum, c'est dans les régions montagnardes et pré-montagnardes de la partie est de la République.

Les données sur l'accroissement de la population du Caucase du Nord nous manquent. Les pouvoirs envahisseurs qui l'occupent actuellement n'ont jamais manifesté aucun intérêt quant à l'étude des statistiques du Caucase

du Nord. De plus, la population autochtone elle-même accueillait toujours avec beaucoup de méfiance toutes les supputations statistiques des autorités régnautes et s'employait de son mieux à les induire en erreur. Mais les traditions séculaires des montagnards et les moeurs de leur vie familiale sont autant de gages pour assurer l'accroissement normal de leur population. Le montagnard affectionne tout naturellement la famille, ce qui fait que les familles montagnardes se distinguent par leur fécondité. Dans les alouls du Caucase du Nord, les célibataires sont des exceptions, et encore sont-ils sujets à toutes sortes de moqueries et des quolibets tels que « veuf gras ». Les cas de polygamie, d'ailleurs assez rares au Caucase du Nord, trouvent le plus souvent leur explication dans stérilité de la première femme et le désir du mari d'avoir des enfants. Dans ces conditions, il est tout naturel que le Caucase du Nord se trouve occuper la première place quant à l'accroissement de la population et que la nation nord-caucasienne est une des plus vitales.

Du point de vue national, la composition de la population de la République du Caucase du Nord ne soulève non plus aucune appréhension. Sur plus de 4 millions d'âmes, 3 millions, c'est-à-dire 70 %, tombent sur les nord-Caucasiens. A titre de comparaison, disons que nous retrouvons les proportions analogues existant corrélativement à la population autochtone et les minorités en Tchecoslovaquie (68 % de Tchèques et de Slovaques), en Roumanie (environ 70 % de Roumains), en Pologne (environ 70 % de Polonais), tandis qu'en U.R.S.S. de nos jours, les Grands-Russiens n'arrivent qu'à 52 % et en Perse, les éléments proprement perses, ne représentent

qu'un peu plus de 60 % de toute la population.

Toutefois, en parlant de la composition nationale de la population, il est indispensable de ne pas perdre de vue la circonstance que le Caucase va retrouver sa souveraineté sous forme de la Confédération caucasienne, où la République du Caucase du Nord entrera comme partie intégrante. Dans ce cas, certains Caucasiens (Arméniens, Azerbaïdjanais, Géorgiens), fixés sur le territoire de la République du Caucase du Nord, n'auront pas à s'orienter sur la psychologie des minorités nationales et vont renforcer les positions des nationaux nord-Caucasiens. Bien plus, le Caucase en son entier pourra alors être considéré comme un seul corps national, car, sans aucun doute, les liens qui unissent actuellement les peuples du Caucase n'en deviendront que plus étroits, au point de transformer dans un court avenir, l'Unité Confédérative en Unité Fédérative et peut-être bien, en Unité Unitaire. D'autre part, la composition nationale du Caucase du Nord ne pourra pas ne pas être influencée par l'émigration en masse volontaire vers le nord des éléments colonisateurs, qui, par la nature des choses, ne pourront jamais se concilier à l'idée du fait accompli de l'indépendance retrouvée par le Caucase du Nord. Nous avons pu déjà observer un « exode » de ce genre, par exemple, dans les Etats baltes, d'où, après la proclamation de leur indépendance, plus d'un million d'ouvriers de fonctionnaires russes se sont retirés. Enfin, il est à envisager le retour d'un contingent (probablement en nombre considérable) de notre vieille émigration dans leur patrie. Il est évident que dans ce cas, le pourcentage de la population nationale augmentera considérablement et pourra atteindre le

chiffre qui reste caractéristique à tous les Etats de composition nationale homogène.

Pour que notre exposé soit plus complet, nous allons toucher la question de la défense des frontières. Et tout d'abord, une fois dans les conditions de la Confédération Caucasienne sud de la République du Caucase du Nord n'aura plus besoin de défense. Des côtés est et ouest, le Caucase du Nord adhère aux deux mers qui, combinées au relief topographique du littoral, facilite singulièrement la tâche de la défense. De cette façon, seule la frontière nord, qui suit le cours des rivières du Kouban et du Kouma, demeure ouverte. Mais cette frontière, elle non plus, n'est pas facilement accessible sur tous ses points. Le cours inférieur marécageux de la rivière Kouma constitue, dans sa partie orientale, un obstacle naturel. Le relief accidenté du pays disposé au long des bords inférieurs du Kouban est également favorable à la défense. Dans ces conditions, les ouvrages de fortification vont permettre la création d'une frontière parfaitement défendable qui, — ne l'oublions pas — est destinée à garder non seulement le Caucase du Nord et la Confédération Caucasienne, mais encore les avant-postes de l'Asie.

Le souci de la frontière nord perdrait de son acuité au cas, où l'Etat du Kouban, libre et amicalement disposé, ou bien même quelque autre Etat, ayant, celui-ci, franchement renoncé à ses tendances agressives en ce qui regarde les régions méridionales (« vers les mers australes, vers les mers chaudes » : tendance si caractéristique à la politique de la Russie),

s'établissait dans le voisinage du Caucase du Nord.

En parlant des frontières, on ne peut pas passer sous silence le raisonnement logique de la pensée nationale nord-caucasienne qui place les frontières nord le long des cours du Kouban et du Kouma. Cette conception territoriale se base sur le droit historique et non sur des considérations d'ordre géographique.

Si la pensée nationale partait de ce dernier point de vue, les frontières auraient dû être reculées bien plus loin au nord, vers les embouchures du Don et du Volga, qui, même encore dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, se trouvaient sous la domination du Caucase du Nord. Toutefois, la véritable conception territoriale — c'est le programme minimum. Sans la réalisation de ce programme minimum, le développement normal, libre, à l'abri du danger, ne peut être assuré au Caucase du Nord, ni non plus à la Confédération Caucasienne. Ce programme est dicté par des considérations d'ordre économique et stratégique — ces deux moments décisifs, qui augurent de la capacité vitale de tout organisme étatique.

En parlant au nom de l'équité primordiale et dans l'intérêt de tous les peuples caucasiens, comme aussi dans l'intérêt général de tous ceux qui aspirent à l'établissement des relations normales internationales par rapport au bassin de la mer Noire et du proche Orient, — nous espérons que ce programme minimum recevra sa réalisation !

B. BILATTI.

# Le théâtre et la littérature en Azerbaïdjan

Dans la propagande que mènent avec tant d'intensité les bolcheviks de par le monde, il est fait souvent mention des immenses « succès » obtenus dans le domaine culturel, (littérature et théâtre) dans toutes les régions et républiques de l'Union soviétique. Ce qui nous intéresse pour le moment, ce sont les « succès » dont se vantent les bolcheviks et qui, d'après leurs déclarations auraient été réalisés en Azerbaïdjan. Dans cette question, force en est de nous en tenir à ce que les bolcheviks écrivent. C'est ainsi, disent-ils, que depuis l'occupation de l'Azerbaïdjan, toute une pléiade de jeunes écrivains s'est constituée.

Si nous examinons attentivement les articles parus à ce sujet dans la presse soviétique, nous constatons que ces « jeunes forces créatrices » sont en grande partie, en même temps que les meilleures, celles que nous avons connues, les anciens écrivains de la période nationale en Azerbaïdjan. Il apparaît ainsi que les meilleurs talents sont ceux qui se sont inspirés du sentiment national, qui ont écrit sous l'influence de cette inspiration. De nos jours nous voyons éclore toute une série d'écrivassiers sans talent aux ordres de Moscou, ignorant tout de la technique de l'écrivain. Et s'il arrive que les bolcheviks réussissent à décider l'un de ces vieux écrivains à écrire quelque chose pour eux, ces œuvres se font remarquer par l'absence de sentiment, de toute vie; elles ne se distinguent que par leur

technique que l'auteur possède depuis longtemps. Comment pourrait-il en être autrement ? Prenons par exemple le célèbre écrivain-dramaturge azerbaïdjanien Djabar Djabarli qui, après tant de privations et d'arrestations sans nombre dut s'incliner devant les bolcheviks et leur écrire deux pièces que le futur historien de la littérature azerbaïdjanienne classera certainement parmi les plus faibles de sa création. Une même appréciation sera donnée de ceux qui produisent quelque chose conformément aux instructions de Moscou.

En dehors de ces productions littéraires, ces écrivains sans talent de l'école bolcheviste s'occupent principalement à traduire la littérature officielle communiste, donnant ainsi comme nourriture aux Azerbaïdjanais des œuvres de communistes russes, doublement étrangers à la psychologie azerbaïdjanienne et à ses conceptions. Les traductions de Pouchkine, Lermontov, Dostoïevski, etc., complètent les loisirs des écrivains officiels, enlevant ainsi toute possibilité de travailler aux poètes et écrivains azerbaïdjanais véritables, attendu qu'ils ne peuvent croire que sur la terre natale et qu'ils ne peuvent chanter que le pays natal.

La même situation se retrouve dans le théâtre. Il convient ici d'ajouter que l'Azerbaïdjan est le premier pays turc et musulman qui a importé chez lui le théâtre européen et qui a mis sur la scène non seulement des œuvres ori-

ginales, mais encore des pièces traduites de Schiller et autres grands écrivains d'Europe.

Le créateur du drame et premier dramaturge d'Azerbaïdjan fut Feth Ali Akhound Zade dont les œuvres ont été traduites dans les différentes langues d'Europe. Après lui, la scène azerbaïdjanienne se développa avec rapidité; à partir de 1905, on vit apparaître des opéras et des opérettes en Azerbaïdjan.

Après la venue au pouvoir des bolcheviks en Azerbaïdjan, ces pièces continuent quelque temps encore à être jouées sur la scène nationale azerbaïdjanienne avec les mêmes acteurs. Mais les bolcheviks ne tardèrent pas à s'en prendre au riche répertoire de l'Azerbaïdjan national et ils réussirent à faire retirer de nombreuses pièces du répertoire. Ils décidèrent de les remplacer par de nouvelles. Lesquelles ?

Nous pouvons tranquillement dire que les bolcheviks n'ont rien créé de nouveau dans ce domaine. Aucune pièce soviétique n'a tenu sur la scène. Après quelques représentations, elle disparaissait de la scène pour rejoindre les précédentes aux archives et tomber peut-être dans l'oubli. Sous ce rapport, la presse soviétique observe le silence; elle ne parle pas d'innombrables succès. « Ces pièces ont été, en majorité, écrites par les nouvelles forces » dont la valeur littéraire est bien trop insignifiante pour qu'on en parle ou par de vieux écrivains, obligés de s'incliner devant le bolchevisme. Dans ce nombre, comme on a pu le voir, se trouve Djabar Djabarli avec ses deux pièces tout imprégnées de sa technique mais où manque son inspiration si florissante jadis. L'on se rappelle que ce grand écrivain avait demandé au Congrès des écrivains de Moscou

« la liberté d'inspiration et non des ordres pour la création d'une œuvre quelconque », ce qui ne manqua pas d'inquiéter les bolcheviks.

En présence d'une telle situation, les communistes s'efforcent désormais de compléter les programmes par des pièces écrites par des Russes dans un but de propagande et envoyées de Moscou. Ces traductions de pièces constituent l'unique programme qui figure sur notre scène, programme qui reflète la misérable situation de l'art théâtral dans le pays. Pour ce qui est des opéras et opérettes, l'on peut dire que rien n'a été fait, exception faite de deux opéras dont la création remonte à avant l'occupation du pays par les bolcheviks.

Le cadre théâtral d'Azerbaïdjan et le théâtre lui-même auraient obtenu des résultats heureux, disent les bolcheviks. Dans le même temps que le théâtre azerbaïdjanien, d'autres théâtres s'ouvrirent et l'on procéda à la préparation de cadres russes, arméniens, juifs. Cela est très possible, mais toutes ces innovations ne pouvaient nuire qu'au théâtre azerbaïdjanien, car, obligé d'accepter le répertoire russe, il ne pouvait et ne peut donner ce qu'il avait donné au temps du gouvernement national. Ce ne sont donc pas des « succès », des « réalisations », mais une russification, un sabotage bolchevik.

D'autre part, si nous examinons la situation dans le domaine de l'enseignement nous constatons que les statistiques fournies par les bolcheviks sont des plus mensongères. Personne en dehors d'eux ne croit à ces interminables séries de chiffres. D'après ces données, l'Azerbaïdjan compte 3.000 écoles et 500.000 élèves, parmi lesquels 300.000 turcs. L'on compte en outre 16 écoles supérieures, 68 écoles

techniques, englobant 26.564 élèves, parmi lesquels 11.600 turcs (Cf. *Kommounist*, 30 décembre 1935).

Veut-on connaître, maintenant, comment travaillent ces écoles ? Il suffit de prendre les journaux bolcheviks eux-mêmes pour le savoir. Le *Kommounist* du 18 février 1936 publie un rapport du secrétaire du parti communiste, M. Baguirov, dans lequel il constate la triste situation de l'école en général; il écrit : « Le méthodiste de la section de l'enseignement à Bakou a fait 60 fautes dans son rapport; à Chemakha, un professeur de l'enseignement secondaire a fait 30 fautes dans un article paru dans un journal mural. Il arrive même que les fautes faites par les instituteurs sont corrigées par les élèves ». Les exemples fournis par M. Baguirov sont nombreux, mais si l'on prend en considération ceux dont il ne parle pas, l'on se rendra compte de l'ignorance des maîtres et des résultats que peut donner aux enfants qui leur sont confiés, un tel enseignement.

Le mal ne serait pas cependant trop grand s'il n'était limité qu'à ces faits, mais il en est d'autres bien plus graves. Voyons encore ce que dit à ce sujet, M. Baguirov : « Les élèves qui terminent leurs études secondaires ignorent leur langue maternelle ». Rien d'étonnant en cela puisque les maîtres s'efforcent de leur mieux de russifier la jeunesse en lui faisant des cours de russe bien plus nombreux qu'en langue maternelle.

Mais ce n'est pas tout. M. Baguirov poursuit : « L'année dernière, 57.448 élèves des écoles primaires et 11.000 élèves des écoles secondaires ont délaissé leurs études et quitté l'école ».

Tels sont les faits ! Quinze ans de régime d'occupation ont suffi pour former des instituteurs ignorants,

pour faire délaissé les études à près de 70.000 élèves en une année seulement, pour en faire des ignorants, et le régime soviétique vient nous parler, sans vergogne, de « succès étonnants » de « réalisations » ! Il est possible que nous ne comprenions pas la valeur des mots, leur signification ou que nous les comprenions différemment que les bolcheviks...

Voyons à présent où en est la question des éditions et de la presse. Dans ce domaine, la situation diffère peu de la précédente. Comment expliquer, en effet, que dans un même journal, parlant d'une seule et même question, l'opinion de deux communistes diffère sensiblement ? Lequel des deux a raison ? Nous ne pouvons le savoir. Ainsi, le *Kommounist* du 30 décembre 1935 reproduit les paroles prononcées par le président du conseil des commissaires du peuple au cours d'un de ses rapports : « Avant la révolution, est-il dit, l'Azerbaïdjan comptait en tout sept journaux; actuellement, leur nombre est de 200 ». Au verso de cette page, sous la simple initiale « S », on lit ce qui suit : « Avant la révolution l'Azerbaïdjan comptait 12 journaux; actuellement, leur nombre est de 130 ».

Sans nous arrêter sur l'importance de ces chiffres, voyons ce que représente cette presse. Disons tout d'abord que pour un pays qui compte trois millions d'âmes, le chiffre 200, voire même 130 constitue un véritable record qu'aucun pays au monde, parmi les plus cultivés n'a pu atteindre jusqu'à présent. Cela suffit pour que la valeur de ces chiffres soit mise en doute. Mais voyons un peu ce qui paraît, et la manière dont on travaille. A Bakou paraît un journal de petit format et bien insignifiant, et puis deux ou trois feuilles sans valeur. Dans des centres tels que Gandja et Nou-

kha, le journal local n'a pas été publié au delà du 10<sup>e</sup> numéro, et cela, après quinze années de travail bolchevik. Ajoutons que tous les journaux turcs doivent reproduire des articles et communiqués de la *Pravda* et des *Izvestia*, dûment traduits, de manière à occuper une moitié environ du journal. Pour ce qui est de la langue turque employée par ces journaux, elle est à ce point défectueuse que les communistes locaux eux-mêmes n'ont pu s'empêcher de protester. Pour tout dire, le nouveau jargon bolchevik estropie complètement la langue turque ; il introduit dans la pratique des mots russes dont on n'a nullement besoin. Voilà bien la « culture » importée en Azerbaïdjan après 15 années d'occupation ! Pour se rendre compte de sa valeur, il suffit de voir les collections de la presse azerbaïdjanienne au temps du tsarisme, alors que du fait de la censure il était difficile d'écrire et d'éditer. Une simple comparaison permettra de voir laquelle de ces deux époques était la meilleure au point de vue culturel.

Des chiffres tout aussi imaginaires sont également fournis par les statistiques en ce qui concerne les livres. Si l'on en croit les rapports des bolcheviks, les éditions d'Azerbaïdjan auraient donné en quinze ans 33 millions d'exemplaires, parmi lesquels 24 millions en turc. Si l'on ajoute à ce chiffre un million de manuels l'on obtiendra des chiffres astronomiques d'éditions en Azerbaïdjan. Mais en prenant même la dixième partie de ce qu'écrivent les bolcheviks l'on aura un tableau bien triste de la situation.

Disons tout d'abord que la plus grande partie de ces éditions sont des traductions d'œuvres de Karl Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et autres bolcheviks notoires. Toute cette

littérature, exclusivement de propagande est en turc. Viennent ensuite des livres scolaires, des manuels pour les écoles, traduits du russe en turc. Il ne reste plus, dès lors, que bien peu de chose en fait de littérature, de pensée azerbaïdjanienne, à peu près inexistante.

La presse centrale moscovite et les éditions d'Etat s'efforcent, ces derniers temps, de développer un esprit national russe ; à cet effet on publie tout ce qui peut contribuer à soutenir, à renforcer cet esprit. Qu'a fait l'Azerbaïdjan sous ce rapport au cours de ces quinze années ? Il n'a édité que ce qui, en littérature, a le moins de valeur ; en dehors des œuvres de Sabir, d'Abbas Sihat, de Nariman et de Veziri, rien n'a été édité. Pas un classique azerbaïdjanien n'a eu les honneurs d'une édition, pas une œuvre de Fizouli, de Feth Ali Akhound Zadé n'a paru dans les éditions de ces dernières années.

Il n'est question que de confier à « l'Azernachr » (Editions d'Azerbaïdjan) la publication de traductions d'œuvres russes ou étrangères. L'Azerbaïdjan recevra ainsi un stock de livres cosmopolites dont il n'a nul besoin. C'est encore la pensée russe, l'idée russe qu'on introduit parmi les masses azerbaïdjanaises, ce qui, au point de vue national azerbaïdjanien est particulièrement nuisible.

Le pouvoir d'occupation peut être fier d'avoir, à l'actif de ces quinze ans de bilan littéraire et théâtral, introduit la pensée russe, l'idée russe en Azerbaïdjan. Le peuple azerbaïdjanien, lui, n'a pas à s'en féliciter. Tel est le bilan du travail culturel accompli par l'occupation bolcheviste au cours de ces quinze ans. En échange du travail fourni par le peuple azerbaïdjanien, en échange des richesses

dont profitent ceux qui occupent notre pays, les bolcheviks apportent la russification, trompent le peuple et le monde en général en annonçant de prétendus « succès ».

Si l'on observe de plus près le travail « culturel » des Soviets, l'on remarque deux aspects de la question :

1° Parlant de ses « réalisations culturelles », le régime d'occupation n'a rien donné du tout au peuple azerbaïdjanien; toute son activité n'a été pour lui que négative, éloignant ainsi davantage le peuple de ce régime;

2° Sous le couvert de bolchevisme, le régime d'occupation mène une politique essentiellement russe, s'efforçant d'étouffer toute culture locale et de lui substituer une culture russe, une pensée russe, des conceptions russes sur la vie azerbaïdjanienne.

Ainsi, cet impérialisme russe, d'entre tous le plus horrible, le plus sauvage, témoigne, une fois de plus, que la culture nationale, la richesse nationale ne peuvent progresser et se développer qu'avec l'indépendance nationale.

Réjouissons-nous cependant, en voyant qu'en dépit de tout, l'esprit national en Azerbaïdjan, subsiste toujours après un régime d'occupation de quinze ans, que l'idée de l'indépendance effective de notre pays existe toujours et que les champions de la lutte pour l'indépendance poursuivent leurs efforts, attirant dans leurs rangs de nouvelles forces que l'oppression du pouvoir d'occupation rend sans cesse renaissantes.

Y. ALI.

## La religion et les bolcheviks

D'entre toutes les promesses que firent les bolcheviks avant leur arrivée au pouvoir il en est une très importante : c'est la lutte contre la religion. Au cours de cette lutte, sans pitié, les bolcheviks n'épargnèrent ni leur propre sang, ni celui d'autrui; elle fut conduite avec méthode, avec système et si sur les autres fronts il y eut de l'hésitation, certaines lacunes, ici rien de pareil ne fut observé. Les bolcheviks déclarèrent la complète séparation de l'Eglise et de l'Etat et l'entière liberté religieuse en même temps que la propagande anti-religieuse. Il va de soi que la liberté religieuse ne pouvait s'exercer librement attendu que dans

son essence elle apparaissait comme contre-révolutionnaire, aussi ses propagandistes, le clergé était-il exterminé sans pitié.

Lénine à son tour déclara : « Le marxisme n'est autre qu'un matérialisme et, comme tel, il est rigoureusement hostile à la religion. Des milliers de péchés, de violences, de saletés, de foyers de contagion sont moins dangereux, étant visibles, que l'idée la plus belle, la plus spirituelle, la plus pure de Dieu ». Staline, de son côté crut devoir ajouter : « Le parti ne peut rester neutre par rapport à la religion, par rapport à ceux qui sont les porteurs des préjugés religieux, par rap-

port au clergé réactionnaire qui empoisonnent la conscience des masses laborieuses ».

Ces commandements ont servi de base, de fondement, à la lutte entreprise contre la religion. Dans cette lutte, les bolcheviks poussèrent leur ardeur jusqu'à l'extrême au point que Mme Kroupskaia, la veuve de Lénine ne put s'empêcher de dire : « Bientôt il ne restera plus d'églises à fermer ».

Tous les moyens furent bons dans cette lutte : extermination du clergé, agitation effrénée et propagande parmi les masses, on alla jusqu'à bafouer, tourner en dérision la religion et l'on fonda toute une série de clubs, d'écoles de propagande antireligieuse, une association panunioniste enfin d'athées, possédant des journaux, des revues dans tous le pays et ayant à sa tête M. Yaroslavski.

Cette lutte, nous l'avons vu, commença dès le début de la prise de pouvoir des bolcheviks; elle alla toujours croissant, se développant. Cependant, pour des raisons de tactique, ce zèle se ralentit parfois, pour reprendre de plus belle. Nous devons dire à ce sujet que les bolcheviks agirent d'abord très prudemment par rapport à l'Islam. Pendant quelque temps, trente millions de musulmans ne furent point sous leur pouvoir, aussi les bolcheviks s'efforcèrent-ils de les gagner à leur cause en leur faisant toutes sortes de promesses qui ne furent point tenues évidemment, et en créant une section, dite des « affaires musulmanes » près le commissariat des nationalités.

Une semblable situation s'explique uniquement du fait que les bolcheviks aussitôt après leur arrivée au pouvoir s'orientèrent vers l'Orient, plus particulièrement vers le Proche-Orient où les peuples professent l'Islam. Cette tactique s'exerça à un moment où les

bolcheviks n'avaient pas encore étendu leur pouvoir sur des populations musulmanes et c'est pourquoi il leur était loisible de faire des promesses. Mais avec l'élargissement de leur autorité, de leur domination sur des territoires à population musulmane et après leurs victoires au cours de la guerre civile, les bolcheviks changèrent de tactique. Après l'occupation du Caucase du Nord, l'armée rouge pénétra plus avant. Le 27 avril 1920, elle occupa Bakou et peu après, tout le territoire d'Azerbaïdjan.

Au cours des premiers mois de l'occupation, rien ne fut entrepris contre la religion; au contraire même, l'on vit des soldats de l'armée rouge se rendre à l'église et y prier. Les fêtes du moukharram, très vénérées des Azerbaïdjanais se déroulèrent sans incident en cet été de 1920, malgré que le pays fut en état de siège. L'ordre fut donné même, dans la ville de Bakou, de ne pas inquiéter les musulmans qui se rendaient le soir, après 9 heures, à la mosquée ou qui en revenaient. Cette autorisation fut maintenue pendant toutes les fêtes du moukharram.

Au mois d'août de cette année 1920, un congrès des peuples de l'Orient fut organisé à Bakou. L'écrasante majorité des délégués se composait de musulmans. Il s'agissait encore de ménager les sentiments religieux de ces musulmans, aussi les bolcheviks crurent-ils opportun de déclarer Bakou « La Mecque et Médine des peuples révolutionnaires d'Orient », cependant que sur les murs de ce même Bakou d'immenses affiches portaient ces mots : « La religion est un opium pour le peuple ».

Le congrès venait à peine de terminer ses travaux et les derniers délégués avaient à peine quitté Bakou

que les bolcheviks commencèrent leur agitation contre la religion; elle redoubla d'intensité avec l'occupation de la Géorgie et de l'Arménie en 1921. Ayant désormais tout le Caucase dans leurs mains, les bolcheviks menèrent leur attaque sur tout le front religieux. En ce qui concerne la lutte contre la religion chrétienne, les méthodes furent les mêmes qu'en Russie; quant à la lutte contre l'Islam, ces méthodes prirent une autre forme. Les bolcheviks commencèrent par déclarer que l'Islam met ceux qui le pratiquent dans une situation primitive et que des agents tels que ses mollahs sont, dans la plupart des cas, des ignorants. C'était dire que les bolcheviks ouvraient le feu contre le clergé, tout d'abord, car il s'agissait de le déconsidérer aux yeux de la population; ils se gardèrent bien toutefois, au début, de toucher au Coran, mais ils prétendirent que le clergé musulman était un « mauvais commentateur » du Coran. Or, du moment que le mollah comprend mal le Coran, qu'il le commente mal, il devient « inutile », il n'est plus qu'un « parasite », qu'un « exploiteur des masses ».

La deuxième attaque fut dirigée contre les fêtes, les us et coutumes, les traditions de l'Azerbaïdjan et du Caucase en général, toutes ces manifestations étant plus ou moins liées avec la religion. La propagande utilisant bientôt le théâtre et le cinéma, tourna en dérision Imam Hussein, fils d'Ali, quatrième Khalife, que tout l'Azerbaïdjan vénère. Il en fut de même de la fête de tous les musulmans du monde et du Caucase en particulier qui porte le nom de « Aïd-el-Kebir » mais désignée en Azerbaïdjan sous le nom de Kourban Baïram. Au cours de cette fête, les musulmans sacrifient un mouton.

Les agitateurs bolcheviks réussirent à faire voter une motion, au cours d'une réunion d'ouvriers musulmans de la ville de Bakou dans laquelle ils déclaraient que « les ouvriers musulmans n'avaient point besoin de religion ».

La propagande antireligieuse s'accrut encore en 1924 lorsque les bolcheviks organisèrent le groupe des « Allahsyzlar », c'est-à-dire des athées d'Azerbaïdjan, l'une des sections de l'association panunioniste de ce nom dont les ramifications s'étendent sur tout le territoire de l'Union. En 1926, ladite section comptait 1.400 membres, en 1927 elle atteignit 3.000 membres parmi lesquels 25 % étaient musulmans. Ainsi constituée, et fortement organisée, la section des athées se mit à l'œuvre, attaquant la religion sur tout le front et l'Islam en particulier.

Pour la première fois, en 1929, les athées ouvrirent le feu contre le jeûne de Ramadan dans tout le Caucase. Ils prétendirent que la science médicale condamne le carême comme nuisible à la santé (alors que la médecine estime le contraire). Les bolcheviks décidèrent que chaque membre du parti communiste doit se livrer à une active propagande contre le jeûne et qu'il ne doit pas permettre que quelqu'un dans sa famille observe le carême.

Les bolcheviks ne s'en tinrent pas là. Ils se prirent bientôt à discréditer la religion musulmane et le Coran. Pour eux, l'Islam n'est autre qu'une fantaisie, un caprice des Hachimides en lutte pour le pouvoir à la Mecque; sa création fut l'œuvre des plus grossiers motifs politiques. Dans leurs journaux, dans leurs caricatures, les bolcheviks se moquaient de la religion et du fondateur même de l'Islam, le prophète Mahomet.

« Le Coran, disaient-ils, a été inventé par des Arabes à moitié sauvages et il a été utilisé par les cruels sultans, dans des buts personnels. » « L'Islam a effacé tout esprit humain parmi les peuples musulmans », disait un commissaire à l'Instruction publique azerbaïdjanien. La haine de l'Islam s'élargit de plus en plus ; l'on entendit bientôt ces paroles : « Il nous faut expulser de nos veines le sang musulman, il nous faut gratter avec un couteau toute la saleté de l'Islam, il faut être internationaliste. » Et ces paroles furent mises en pratique par tous les moyens.

Parmi les moyens employés en matière de propagande antireligieuse, l'organisation de réunions fut des plus usités. Les athées y convoquaient les croyants et le clergé et des discussions sur des sujets religieux s'y engageaient. Ces réunions, en dépit du courage dont faisaient preuve les croyants, se terminaient par des attaques désobligeantes, grossières même, par des sarcasmes contre tout ce qui rappelait l'esprit religieux. Les mollahs surtout étaient l'objet de ces risées, prélude de scènes plus pénibles encore, car il arrivait souvent que de la réunion ils étaient conduits au poste de la *Tchéka*, d'où ils ne devaient plus revenir.

La lutte contre l'Islam se poursuivait avec acharnement ; toute une série de mesures furent prises pour mener à bien cette lutte au Caucase. On commença d'abord par exclure du parti communiste tous les croyants, on renforça l'autorité des « Sans-Dieu », on obligea tous les membres du parti à faire de la propagande antireligieuse, on ouvrit des clubs, des bibliothèques uniquement consacrés aux questions religieuses, on créa des écoles athées, on redoubla d'efforts en matière d'agi-

tation antireligieuse par la parole et par le livre.

D'autre part, mettant en pratique les décisions prises on entreprit la fermeture des lieux de prière. Dans les grands centres du Caucase, des temples, des églises, des mosquées furent fermés pour les croyants, transformés en clubs, bibliothèques, internats pour « komsomols » (jeunesses communistes). Parfois même on les démolissait comme on put le voir à Batoum. Nous laissons au lecteur le soin de juger ce qui se passait dans ces lieux de prière, transformés en dortoirs, à l'usage de la jeunesse communiste, dans une atmosphère de débauche et d'amoralité. Nombreuses furent les mosquées qui suivirent ce même sort. Les musulmans de l'Union, ceux d'Azerbaïdjan en particulier, ne restèrent point indifférents à ces expériences bolchevistes, à ces essais de nouvelle culture. Ils élevèrent de véhémentes protestations dans le pays et lorsque les bolcheviks se mirent à tourner un film sur la vie de l'Imam Hussein, dans les environs de Bakou, la population les attaqua et l'artiste qui jouait le rôle principal fut tué. Des représailles s'ensuivirent, ce qui n'empêcha pas les musulmans de se dresser contre cet état de choses. Ils résolurent de lancer un appel au monde musulman : à cet effet ils envoyèrent une lettre à la Mecque avec un récit détaillé de la situation du monde musulman et de la religion musulmane en Russie soviétique ; ils y mettaient en garde leurs coreligionnaires contre le danger du communisme pour l'Islam. Cette lettre fut lue à la Mecque où elle produisit une impression des plus pénibles.

Cette propagande, cette lutte contre la religion en général se poursuit jusqu'à présent. La religion est une doctrine morale de la plus haute impor-

tance et l'Islam en est une pour les peuples de l'Orient ; elle est trop puissante pour que puisse la détruire si facilement une poignée de jeunes gens, débauchés et irresponsables, la plupart du temps d'une ignorance rare. Cette lutte contre la religion en Azerbaïdjan a eu cependant un résultat positif : elle a renforcé le nationalisme.

L'Islam, en effet, s'allie au nationalisme des peuples du Caucase ; il a toujours servi de base dans la lutte pour la liberté et l'indépendance. La population a conscience de cette vérité et c'est pourquoi elle lutte de toutes ses forces contre la propagande bolcheviste des « sans-Dieu ».

Il faut cependant reconnaître que dans cette lutte entre croyants et athées, la force physique reste à ces derniers. Le pouvoir communiste les soutient ; n'empêche ! Nous sommes convaincus que la *Foi* vaincra et que le communisme ne supplantera jamais

la Religion. Dans cette lutte nous voudrions voir un front uni de toutes les religions contre le communisme. Si ce désir n'est point réalisé en théorie, il l'est du moins dans la pratique, au Caucase. Nous savons, en effet, que des groupes d'insurgés arméniens ont marché sous la conduite de mollahs musulmans et que des groupes d'insurgés azerbaïdjaniens ont marché au combat sous la conduite de prêtres arméniens, sous le signe de la Croix. Pour nous, c'est la meilleure preuve que les peuples du Caucase conçoivent parfaitement l'idée de solidarité religieuse dans la lutte contre l'ennemi commun.

En agissant ainsi, il leur sera possible de sauver leur existence spirituelle, leur Foi, en même temps que leur existence nationale qui ne peut se développer que dans un Caucase libre et indépendant.

Ali AKBAR.

---

## Les richesses de l'Azerbaïdjan

Les journaux bolcheviks nous ont apporté tout récemment le projet de la nouvelle Constitution soviétique, projet qui sera certainement adopté à la fin de cette année. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet aussitôt que les journaux bolcheviks se prononceront à cet effet. Pour nous, Caucasiens, quelque chose de nouveau apparaît dans ce projet : c'est la dislocation de la Fédération soviétique socia-

liste de Transcaucasie, constituée jusqu'à ce jour par l'union de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de l'Arménie. A l'avenir, chacune de ces républiques fusionnera avec l'Union soviétique. Dans un prochain article, nous reviendrons sur cette question, en attendant nous donnerons un aperçu de la plus riche de ces républiques, l'Azerbaïdjan, que les bolcheviks exploitent sans vergogne depuis l'occupation du pays.

Il sera donc donné ici quelques renseignements sur l'Azerbaïdjan, empruntés aux documents, présentés en leur temps, à la Conférence de Versailles.

« Le territoire soumis de fait au gouvernement de la République azerbaïdjanienne occupe 83.278,66 verstes carrées (la verste égale 1.067 m.) ou 94.137,38 kilomètres carrés. Cet espace représente près de 39% de toute l'étendue de la Transcaucasie, égale à 217.408 verstes carrées ou 247.376 kilomètres carrés.

En y ajoutant les territoires non encore en possession de l'Azerbaïdjan, on obtiendra une étendue de 132.003,25 verstes carrées ou 150.184,88 kilomètres carrés, ce qui forme 60% de toute la Transcaucasie.

Le nombre des habitants de la République azerbaïdjanienne correspond aux données territoriales exposées.

Les renseignements sur le nombre des habitants sont puisés dans la statistique officielle, qui a toujours souffert du manque d'exactitude et du retard de ses chiffres. Ainsi, le dernier recensement eut lieu en Russie en 1897. Nous devons, malheureusement, nous baser sur les données de ce recensement en y ajoutant l'accroissement de la population depuis vingt années et en corrigeant le chiffre du recensement russe de 25% pour la province d'Azerbaïdjan. Nous obtiendrons alors pour toute la Transcaucasie, le chiffre de 8.081.668 habitants des deux sexes, dont plus de la moitié revient à l'Azerbaïdjan, ce qui fait 4.617.671 habitants.

Sur ce nombre l'on compte 3.481.889 Azerbaïdjaniens, musulmans proprement dits, 798.312 Arméniens, 26.585 Géorgiens et 310.885 de nationalités diverses (Russes, Allemands, Juifs etc).

Actuellement, des considérations politiques officielles bolchévistes ramènent, tendancieusement, la population de l'Azerbaïdjan à 2.891.000 âmes.

Avant l'occupation bolcheviste, la république d'Azerbaïdjan, de même que les voisines, la Géorgie et l'Arménie, avaient leur propre gouvernement national, reconnu par les Grandes Puissances. Pendant la période du Gouvernement national, l'Azerbaïdjan progressa rapidement, aussi bien au point de vue culturel qu'économique, l'on sait qu'après l'Amérique, l'industrie du naphte d'Azerbaïdjan est la plus considérable. Ce n'est pas en vain que l'on désigne la république d'Azerbaïdjan sous le nom de « république de l'or noir et blanc », laissant entendre sous cette dénomination les richesses du pays en naphte et en coton.

Dans la période qui s'étend de 1905 à 1935, l'industrie du naphte d'Azerbaïdjan a acquis une renommée mondiale. Actuellement, l'exploitation du naphte à Bakou dépasse 21 millions de tonnes; depuis 1900, la production du naphte a quadruplé.

Comme à l'époque du tsarisme, le régime bolchevik a profité de ces richesses, propriété du peuple d'Azerbaïdjan. Déjà à l'époque d'avant-guerre, les bénéfices retirés de l'industrie du naphte servaient au renforcement de l'armement des armées du tsar dans ses buts d'expansion. De nos jours, le naphte constitue l'unique marchandise-valeur pour le soutien de la propagande du Komintern.

D'autre part, les ressources naturelles de l'Azerbaïdjan retenaient toute l'attention des Soviets. L'on n'ignore pas que l'une des causes essentielles qui poussèrent la Russie soviétique à occuper l'Azerbaïdjan fut l'immense richesse de ce pays, en pre-

mier lieu, l'exploitation du naphte et une faible partie de ce que les bolcheviks réalisent dans l'industrie pétrolière. Toutes les organisations locales telles que les écoles, les hôpitaux, les bibliothèques etc., se trouvant sur le territoire azerbaïdjanien et le desservant sont dans une situation des plus lamentables. Une ville de l'importance de Bakou et si riche est aujourd'hui plongée dans la misère. Il est vrai que toute une série d'établissements tels que casernes, universités, maisons d'habitation, etc., ont été construits à l'usage des communistes russes, des ouvriers russes, de l'armée rouge, mais l'on sait que cet élément russe sert d'instrument d'occupation dans les mains des dirigeants moscovites. Les communistes, logés dans les maisons d'habitation construites à leur intention, disposent de 3 à 4 pièces. Il est vrai que ces grands immeubles sont entourés de jardins plantés de fleurs et agrémentés de bassins, que chaque quartier a son « palais de la culture », sa « cuisine — fabrique », ses écoles, son cinéma. Des dizaines de kilomètres de routes asphaltées relient les puits et autres lieux d'exploitation aux agglomérations ouvrières. Mais tout cela n'a été fait que pour les besoins des ouvriers russes, des communistes, des camarades de parti...

Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, est une ville moderne dans toute l'acceptation du mot. Le naphte joue ici le rôle primordial dans son industrie ; cependant, outre le naphte, il est encore d'autres industries en Azerbaïdjan qui toutes contribuent à la richesse du pays. Pour se faire une idée du développement de l'industrialisation de l'Azerbaïdjan, il suffit de citer l'industrie textile à Guendja, le combinat de la soie, etc.

Le nombre d'ouvriers occupés dans

ces diverses industries s'élève à trois cent soixante-huit mille, d'après les statistiques officielles soviétiques. Ce chiffre, assez imposant, montre suffisamment le degré de développement atteint par cette république.

Le deuxième centre industriel d'Azerbaïdjan, Guendja, compte 100.000 ouvriers. Au début de ce siècle, l'électrification occupait une très modeste place dans l'économie nationale de l'Azerbaïdjan, de 30.000 kilow. au début elle a passé en 30 ans à 200.000 kilow.

Après l'industrie du naphte se place immédiatement l'industrie du coton qui, bien que moins importante qu'au Turkestan, n'en est pas moins fort développée. En 1935, cette industrie a fourni 60.000 tonnes de coton. De 1930 à 1935 les plantations de coton ont augmenté de 45 p. 100 et la production du coton a plus que doublé, pendant ce laps de temps, ce qui témoigne du développement de la production des champs cotonniers d'Azerbaïdjan. Cette république devient le berceau du coton égyptien, l'une des variétés de ce produit.

L'industrialisation de l'Azerbaïdjan ne pouvait manquer de faire sentir son influence sur l'économie rurale. Le paysan d'Azerbaïdjan a depuis longtemps laissé les moyens habituels de travailler la terre pour des moyens plus intensifs. C'est ainsi qu'on a recouru à l'emploi de tracteurs et de machines, comme dans les pays d'Occident, pour cultiver la terre. L'élevage du ver à soie et du bétail, la culture des plantes subtropicales se développent avec succès en Azerbaïdjan. Le système d'irrigation qui existait encore au temps de l'ancien empire des Persans et de sa domination offrait un degré de perfection indiscutable. Sous ce rapport on peut dire que le système d'irrigation de l'ancienne Perse était

irréprochable et qu'il servit de modèle à une foule de pays de culture occidentale. L'ancien gouvernement russe se garda bien de toucher à ces ouvrages ; il arriva même de se servir d'anciens lits de ces canaux pour ses réseaux d'irrigation, mais les bolcheviks ayant voulu faire à leur manière, ont désorganisé tout le système, causant ainsi un préjudice grave à l'Azerbaïdjan. Leur intervention fut particulièrement remarquée lorsque commença la collectivisation de l'économie rurale. C'est l'époque où tout le système économique existant fut rapidement anéanti. La collectivisation, on le sait,

provoqua toute une série de sanglantes révoltes paysannes qui, de tout temps, ont eu un caractère national en Azerbaïdjan. Ce mouvement, allant toujours croissant, ruina de plus en plus l'économie nationale surtout après que la population de villages entiers fut déportée en Sibérie, privant ainsi et pour longtemps la campagne azerbaïdjannienne de la main-d'oeuvre agricole en attendant son remplacement par des paysans de Russie.

Ce système, devenu courant aujourd'hui, a ruiné déjà et continue à désorganiser l'économie nationale du pays.

M.

## La liberté des Détroits et la Géorgie

*Voici la lettre que M. A. Tchenkeli, ancien ministre plénipotentiaire de Géorgie à Paris, vient d'adresser à S.E. Stanley Bruce, président de la Conférence des Détroits à Montreux :*

### I

A la Conférence de Montreux des Puissances signataires de la Convention, concernant le régime des Détroits, pour le remaniement, demandé par la Turquie, de cette même Convention, la Géorgie n'est pas représentée, du fait qu'elle se trouve toujours sous l'occupation des troupes soviétiques, ce qui la prive de la possibilité d'envoyer ses représentants.

Le droit de la Géorgie de participer à ces pourparlers, au même titre que la Russie et l'Ukraine, comme Etat riverain de la Mer Noire, a été reconnu par la Conférence de Lausanne, sur la

proposition d'Izmet Pacha, principal délégué de la Turquie. Par la suite, le délégué russe, prétendant qu'il représentait également « les Etats alliés : Géorgie et Ukraine », demanda que ces deux pays figurassent sur les procès-verbaux, à côté de la Russie. Le secrétaire général de la Conférence, par lettre du 21 décembre 1922, répondit, au nom des présidents de la Conférence, qu'il serait donné suite à la demande de la délégation russe, « sans que la substitution des mots Russie, Ukraine, Géorgie, au mot Russie, dans les procès-verbaux définitifs, puisse être, à aucun égard, considérée comme impliquant que l'Ukraine et la Géorgie sont valablement représentées à la Conférence ». Ce refus, à la délégation russe, de représenter l'Ukraine et la Géorgie, fut confirmé, une fois de plus, par le fait que, sur le texte définitif de la Convention des Détroits, il fut

permis au délégué russe de ne signer qu'au nom de la seule Russie.

Cependant, l'absence des représentants de la Géorgie et de l'Ukraine, à la Conférence de Lausanne, ne fut pas un obstacle à ce que les participants réservassent la place de ces deux pays dans la Commission des Détroits, prévue dans les articles 10, 11 et 12 de la Convention. En effet, dans l'article 12, qui énumère les Etats membres de la Commission des Détroits, l'alinéa 3 stipule ce qui suit : « Le même droit sera réservé, dans les mêmes conditions, aux Etats indépendants riverains de la Mer Noire, non mentionnés dans le premier alinéa du présent article. » Etant donné que, dans le premier alinéa, sont nommés quatre Etats riverains : Turquie, Bulgarie, Roumanie et Russie, il est manifeste que, dans le troisième alinéa, sont sous-entendues la Géorgie et l'Ukraine, puisqu'il n'existe pas d'autres Etats riverains de la Mer Noire.

## II

L'importance considérable que la Géorgie attribue à la Convention des Détroits provient de ce qu'elle consacre le principe de la liberté de passage et de navigation par mer et dans les airs, dans le détroit des Dardanelles, la Mer de Marmara et le Bosphore. Ceux qui ont quelque connaissance de l'histoire de la Géorgie ne peuvent ignorer les innombrables malheurs qui se sont abattus sur elle, depuis la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453, et la fermeture par eux des Détroits. Enfermé dans la Mer Noire et séparé de l'Occident, le peuple géorgien lutta désespérément, pendant trois siècles et demi, pour sauvegarder son existence d'Etat ; mais, épuisé, dé-

membre, il finit par devenir la proie facile de l'impérialisme russe.

Ce fut, justement, le défenseur zélé de ce même impérialisme, M. Tchitchérine, alors Commissaire aux Affaires Etrangères, qui mit tout en œuvre à Lausanne, pour empêcher l'application du principe de la liberté de passage et de navigation dans les Détroits. Dans le projet qu'il présenta, par les articles 4 et 21, M. Tchitchérine demanda la fermeture des Détroits pour les bâtiments de guerre de toutes les Puissances, à l'exception de la Turquie, et « la reconnaissance de la Mer Noire comme étant une mer close des Puissances riveraines ».

Or, la reconnaissance de la Mer Noire comme une mer close aurait abouti infailliblement à la domination incontestable de l'Etat le plus fort, c'est-à-dire de la Russie, sur les autres Etats riverains, en les réduisant à de simples vassaux. Voici en quels termes feu lord Curzon, président de la Conférence, caractérisa le programme russe : « En fait, plus nous examinons de près le programme russe, plus il apparaît clairement qu'il poursuit un seul but : transformer la Mer Noire en un lac russe, avec la Turquie comme fidèle gardienne de l'issue de ce lac. »

Izmet Pacha, ne semblant pas désirer que la Mer Noire devint un lac russe, ne se conforma pas à l'argumentation de M. Tchitchérine et signa la Convention. Les nombreuses guerres que la Russie mena pour conquérir et les Détroits et Constantinople lui donnèrent peu d'assurance que Moscou la Rouge renoncerait pour toujours aux prétentions des tsars. Et cela d'autant plus que la perte de tout le littoral de la Mer Baltique, conséquence de la défaite de la dernière guerre, non seulement n'affaiblirait pas l'attirance russe vers le Sud et sa pression sur les

Puissances riveraines de la Mer Noire, mais les renforcerait dans l'avenir.

### III

A la Conférence de Montreux, l'attitude du représentant de l'U.R.S.S. est toute autre que celle de son prédécesseur à Lausanne. Premièrement, il revient sur les anciennes aspirations de l'Empire russe : obtenir le libre passage de la Mer Noire, pour l'ensemble de ses navires de guerre, par les Détroits, en interdisant, en même temps, l'accès de cette mer aux navires de guerre des Etats non riverains. Deuxièmement, il ne demande plus l'admission de ses « alliés » : Géorgie et Ukraine, à la Conférence, ni leur inscription dans les procès-verbaux, ce qui ne signifie rien d'autre que la substitution de la Russie Impériale à l'U.R.S.S.

La Convention de Lausanne, qui a déclaré libres les Détroits et la Mer Noire sous le contrôle international, rend un service inestimable, non seulement à la cause de la sécurité des Etats riverains de la Mer Noire, mais encore à celle de la paix générale. Aus-

si, le remaniement éventuel de ladite Convention ne doit, en aucune façon, ébranler ces deux principes fondamentaux : liberté des Détroits avec la Mer Noire et sauvegarde de cette liberté par une institution internationale.

### IV

La situation de la Géorgie est des plus graves, du fait qu'elle est le seul Etat, parmi tous les autres riverains de la Mer Noire qui n'a pas de frontière commune avec l'Occident. La liberté des Détroits, sous toutes garanties internationales, est donc une question de vie pour elle.

Le peuple géorgien, subjugué et privé de la possibilité de se défendre à Montreux, par ses représentants, a le ferme espoir qu'il ne sera pas donné suite à la tentative de la Russie Soviétique de faire passer sous silence la Géorgie, avec ses intérêts tout différents de ceux de sa dominatrice actuelle, et que, dans le nouvel arrangement sur les Détroits, les droits de la Géorgie, comme Etat riverain de la Mer Noire, réservés par la Convention de Lausanne, seront strictement maintenus.

## La Géorgie et la S.D.N.

Le Congrès Universel de la Paix, réuni le 13 juin à Cardiff (Angleterre), à l'occasion du 120<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Peace Society, a terminé ses travaux le 19 courant en adoptant un certain nombre de résolutions importantes concernant les problèmes internationaux qui font l'objet des préoccupations de la Société des Nations. Ces problèmes ont été traités,

dans des exposés remarquables, par des hommes éminents tels que les Lords Davies et Allen, le Prof. Quide, MM. Morgan Jones, Lucien Le Foyer et le célèbre Professeur français, M. de Lapradel dont la compétence est toute particulière en matière de droit international.

Le Congrès, après avoir été salué à son ouverture au nom du Gouverne-

ment Britannique, a eu le privilège d'entendre un grand discours de l'ancien premier anglais, M. MacDonald, sur la situation internationale. Les interventions fort éloquentes de MM. Herbert Dunnico, Maddison et Ernest Cawley ont été très appréciées par le Congrès. La façon magnifique dont ces derniers ont su organiser le Congrès est un excellent exemple pour tous. Il convient d'ajouter que de l'hospitalité et de la prévenance anglaises, dont ils étaient l'objet, tous les congressistes, en particulier, le représentant de la Géorgie, garderont le meilleur souvenir.

Enfin, c'est avec une satisfaction toute naturelle que nous donnons ci-après la résolution adoptée par le Congrès au sujet de la situation de la Géorgie :

*Le XXXI<sup>e</sup> Congrès de la Paix :*

Considérant que l'U.R.S.S. a été admise dans la S.d.N. dans les conditions envisagées par le Congrès de Locarno ;

Considérant que la S.d.N. est fondée notamment sur le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ;

Que ce principe est à la base même de la Constitution de l'U.R.S.S. laquelle par le traité conclu avec la Géorgie en date du 7 mai 1920 reconnaît sans réserve l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien ;

Constatant que c'est en violation de ce traité et contrairement à ce principe que l'U.R.S.S. occupe actuellement la Géorgie ;

Considérant que le maintien de la paix, but essentiel de la S. D. N. n'est possible que dans le respect des traités et de la justice internationale ;

Rappelant ses résolutions anté-

rieures, le XXXI<sup>e</sup> Congrès universel de la Paix demande instamment à la Société des Nations de prendre les mesures propres à mettre fin à une situation contraire au droit des gens, en invitant l'U.R.S.S. à rendre à la Géorgie l'indépendance et les droits qu'elle tient de sa qualité d'Etat souverain. »

Le projet de cette résolution provenait du Comité International pour la Géorgie dont le siège est, on le sait, à Genève. Son éminent Président, M. Albert Malche, député au Conseil des Etats, étant retenu à Berne par les travaux parlementaires, comme l'a dit à la Première Commission M. Chavichvily, c'est ce dernier qui s'est déclaré prêt à donner toutes les explications voulues au sujet de la question géorgienne, tout en ajoutant que cette question était tellement claire, qu'il trouvait superflu d'en faire un exposé. Renvoyée à l'étude après quelques discussions, elle est revenue le lendemain et la résolution qu'on vient de lire a été adoptée par la Commission à l'unanimité. Puis, le 19 juin, elle a obtenu le vote quasi-unanime du Congrès.

Adoptée par le Congrès, une autre résolution, qui constitue un élément nouveau dans le domaine international, doit également retenir notre attention particulière. Il s'agit de la proposition du Professeur de Lapradel qui a un esprit essentiellement français avec des idées toujours originales et généreuses. Voici cette résolution :

« Le XXXI<sup>e</sup> Congrès Universel de la Paix, convaincu de la nécessité, pour la Société des Nations, d'assurer, entre ses membres, la solution des différends, conformément à leur nature, par la consultation d'un corps indépendant, d'une compéten-

ce reconnue, exprime le vœu :

1. Que la Cour Permanente de Justice Internationale, compétente pour rendre des arrêts et donner des avis dans les questions juridiques, puisse être dorénavant saisie pour avis, sur la seule requête d'un Etat, soit directement, soit tout au moins par l'entremise du Conseil, statuant à la majorité, sans que l'autre partie au différend doive être, comme actuellement consentante.

2. Qu'un Corps analogue à la Cour, qui pourrait être nommé: « Grand Conseil de Politique Internationale » soit formé d'hommes éminents, d'expérience consommée, détachés à vie de toute activité nationale, pour donner, dans les questions politiques, des avis aux mêmes conditions que, dans les questions juridiques, la Cour Permanente de Justice Internationale.

3. Qu'en attendant l'entrée en vigueur de ces réformes, par amendement, soit au Pacte, soit au Statut de la Cour, les Etats, membres de la S.d.N., en fassent l'objet de convention particulières. »

La fondation de la Société des Nations est, sans nul doute, l'événement le plus grand dans l'histoire des peuples. Son existence est absolument indispensable à la collectivité humaine.

Mais comme c'est une institution qui n'a pas des précédents, les erreurs qu'elles a commises et, par conséquent, les échecs qu'elle a subis, sont tout à fait naturels. Cependant, ces erreurs et ces échecs ont diminué, affaibli la S.d.N. à tel point qu'on trouve discutable l'utilité même de son existence. Elle est menacée de deux cotés : de la part de ses amis qui mettent trop de zèle dans sa défense, de sorte qu'ils ridiculisent l'institution d'une telle importance, et de la part de ses ennemis, qui mettent trop de haine dans la lutte contre elle, provoquant des passions qui faussent complètement la question. Ainsi, la S.d.N. risque de disparaître, ce qui serait une calamité sans pareille.

Que faut-il faire pour la sauver ? — Il faut lui donner plus de souplesse et de fermeté. Souplesse, car il faut qu'elle puisse se saisir de certaines questions dont la discussion serait très utile et dont la solution apporterait un apaisement. Fermeté, car elle manque de volonté, de courage et de moyens d'agir. Pour remédier à ce vice, il faut lutter dans deux sens : maintenir la S. D. N. tout en la réformant et en la fortifiant et la débarrasser de l'esprit « Sainte Alliance » de funeste mémoire. C'est à cela que tend la résolution du Professeur Lapradel.

OBSERVATEUR.

# Comment les communistes préparent l'insurrection

Une des raisons de se rassurer qu'on propose le plus souvent à tous ceux qu'effraie l'agitation est la confusion des idéologies qui se rencontrent sous la bannière du Front dit populaire : pas de programme commun, pas de chefs, des troupes mêlées de femmes et d'enfants, et qui ne marchent même pas au pas.

D'autre part, les amis de l'ordre attribuent plus ou moins consciemment à l'action révolutionnaire une forme violente, mais désordonnée. Les incidents, les agressions, les attentats leur apparaissent comme des événements distincts et sporadiques, comme des explosions provoquées par un excès de la pression révolutionnaire.

Rien n'est plus faux.

Tout ce désordre n'est qu'une apparence.

Au milieu de ce désordre, à la faveur de ce désordre, une progression parfaitement méthodique se poursuit. Les événements rappelés plus haut ne sont pas les résultats d'actions successives ; ils sont les parties visibles des actions convergentes menées suivant un programme opportuniste, mais inexorable, par l'Internationale communiste.

Les documents qu'on trouvera ci-dessous le prouvent. Ce sont des documents saisis en Allemagne. L'Allemagne est le seul pays où il est possible de se saisir presque complètement du matériel insurrectionnel communiste. La révolution communiste allemande était en effet sur le point de triompher, elle se croyait triomphante lorsque le na-

tional-socialisme l'abattit. Alors que nous n'avons jamais eu, en France, sur l'organisation communiste, que des révélations partielles et à une époque où le communisme français était dans l'enfance, l'organisation allemande a été paralysée et saisie presque intacte au fort de sa puissance. C'était une formidable machine de guerre civile.

Il n'est pas question de savoir si l'organisation communiste est arrivée en France à ce point de perfection ou non. *Il ne s'agit que de considérer les événements qui se déroulent actuellement en France à la lumière des textes, des instructions insurrectionnelles communistes saisies en Allemagne.*

*Alors, tout devient extrêmement clair.*

*La continuité de l'action communiste apparaît d'une manière éclatante... Pas un des incidents survenus en France qui n'ait sa place dans le programme insurrectionnel qu'on va avoir sous les yeux. L'exécution de ce programme entre, ces semaines-ci, dans sa phase active chez nous.*

*Les optimistes, et tous ceux qui se résignaient d'avance et quelque solution vaguement socialisante doivent perdre tout espoir. En France comme en Allemagne, la dernière partie du programme insurrectionnel communiste comporte le soulèvement « armé » des troupes et l'extermination de l'adversaire, « les indifférents étant automatiquement considérés comme suspects ».*

*Et la fin formellement prévue n'est*

*pas autre chose que la dictature du prolétariat, c'est-à-dire du Comité exécutif de l'Internationale communiste.*

### LA LIGNE GENERALE

Le congrès mondial du Komintern de 1928 établissait le plan général suivant :

*« Lorsque les classes dominantes sont désorganisées, lorsque les masses sont en état de fermentation révolutionnaire, lorsque les classes moyennes inclinent vers le prolétariat et que la masse se montre prête à la lutte et aux sacrifices, la tâche du parti prolétarien est de conduire les masses en une attaque frontale contre l'Etat bourgeois. On y arrivera en propageant des solutions de transition dont l'effet sera toujours plus virulent (conseils ouvriers, contrôle de la production par des ouvriers, comités de paysans pour l'expropriation par la force des grands propriétaires fonciers, désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat, etc.) et par l'organisation d'actions de masses.*

*« De telles actions sont : les grèves, les grèves jointes à des démonstrations, les grèves avec démonstrations armées et, finalement, la grève générale conjointement au soulèvement armé contre les pouvoirs de l'Etat bourgeois. Cette forme suprême de la lutte suit les règles de la stratégie et suppose l'établissement d'un plan de campagne, un caractère offensif des diverses actions, un dévouement, un héroïsme illimité du prolétariat. »*

### LA THEORIE

Ce sont les méthodes classiques de la conspiration qu'employèrent les communistes allemands, mais avec une ampleur et une minutie étonnantes. Les « antifascistes » français feignent de trouver scandaleuse l'organisation qui permet aux ligues nationales d'attein-

dre rapidement leurs effectifs. L'organisation intérieure des cellules et rayons n'est pas moins précise. En 1932, les ordres secrets du parti communiste allemand montraient quel intérêt les révolutionnaires attachaient au bon fonctionnement des communications, aux moyens de s'informer des intentions de la police, et aux moyens de dissimuler toute l'activité communiste. Cela s'appelait l'« entraînement à l'illégalité ». On prescrivait notamment :

Les appareils pour imprimer les tracts illégaux, etc., ne devront être employés qu'une fois au même endroit. Pour composer les manuscrits, employer des machines à écrire de personnes neutres, de connaissances, etc.

Tous les comptes de chèques postaux des organisations seront retirés. Des versements à l'ordre de ces comptes ne seront plus effectués.

Les armes des organisations du sport de tir sont à conserver séparément dans des habitations privées.

On observera exactement les allées et venues des fonctionnaires connus de la police politique et des commissaires de quartier. Au moindre soupçon, prévenir aussitôt la direction du district par courrier ou par téléphone. On téléphonera souvent, anonymement, le matin de bonne heure, tard dans la soirée et dans la nuit, chez les fonctionnaires de la police politique ayant des appareils téléphoniques chez eux — on trouvera les numéros dans l'annuaire téléphonique — afin de constater s'ils sont bien à la maison. On en pourrait tirer des déductions sur les opérations en cours. Importante également est la surveillance des préfectures de police. Si le soir ou la nuit on voit de la lumière dans certains bureaux, c'est que l'on tient en réserve des forces de police.

Attention en parlant au téléphone.

Le téléphone n'est pas un moyen de communication approprié au travail de conspiration. Ne s'en servir, par exception, que si l'on parle suivant un certain code. Le courrier ne sera adressé sous prête-nom que dans une mesure qui ne contraste pas avec le genre de vie du prête-nom.

En novembre 1932, les communistes procédèrent à Berlin à un exercice d'alarme ; tous les organismes de la révolution furent mobilisés comme pour le grand soir. En Saxe, on poussait le soin jusqu'à s'entraîner chez soi à subir des perquisitions ! Voici l'ordre secret qui fut envoyé à ce sujet à toutes les cellules.

Du 5 au 15 octobre, des perquisitions seront faites au domicile de tous les fonctionnaires du parti, même les plus hauts. Deux hommes devront toujours opérer ces perquisitions. Ne pas oublier la cave et le grenier. Procéder aux confiscations comme cela aurait lieu réellement. Après chaque perquisition, dresser un procès-verbal et le faire signer par les deux hommes et par celui chez lequel on aura perquisitionné et chez qui on aura trouvé quelque chose.

Les perquisitions achevées, nous envoyer immédiatement un rapport écrit.

On commencera les perquisitions le 6 octobre, elles devront être terminées le 13 octobre et le rapport devra être ce jour-là entre nos mains.

#### LA SAUVAGERIE PREMEDITÉE

Dès ce moment, les théoriciens du soulèvement armé précisaient dans quelles conditions l'insurrection devait être menée. L'un d'eux, Heinz Neumann, dit Neuberg, écrivait :

« Dans les circonstances envisagées par nous, la lutte dans les rues aura un caractère au plus haut degré impitoyable en vue de l'extermination phy-

sique de l'adversaire. Tout sentiment humanitaire en présence de l'ennemi de classe et au cours de la lutte armée entraînerait pour le prolétariat des difficultés superflues et amènerait une catastrophe si la situation devenait défavorable pour l'insurrection...

« Une des tâches les plus pressantes de l'insurrection et dont la réalisation peut apporter des avantages immédiats et très grands aux insurgés, est celle qui consiste à « exterminer la direction de la contre-révolution ». Nous entendons par là la capture des état-majors, l'arrestation des membres les plus importants du gouvernement (ministres, préfets de police, etc.), l'extermination des commandants réactionnaires des troupes, l'extermination des chefs des partis ennemis de la révolution, etc. Il sera possible d'effectuer cette extermination en faisant à temps des manoeuvres de diversion soigneusement préparées, ou encore par des actes de terreur (extermination physique, arrestations). »

De tels textes n'étaient évidemment pas destinés à être mis sous les yeux du public et le nom de Neumann-Neuberg était alors inconnu. De même, nous ne savons pas le nom du Neuberg français. On peut être certain qu'il existe. Le souci « d'exterminer la direction de la contre-révolution » ne peut pas être moins grand en France qu'il était en Allemagne. *L'Ami du Peuple* a publié des listes portant les noms des otages prévus par les communistes. Quand on put saisir ces listes en Allemagne, un grand nombre de ceux dont le nom était porté dessus avaient déjà été exécutés. Les autres devaient être abattus dès la prise de pouvoir par les troupes rouges. Neuberg l'avait écrit :

« Contre l'adversaire décidé de la révolution, il est nécessaire d'appliquer

*les ordres révolutionnaires les plus graves et même la terreur. Savoir dans quelle mesure la terreur doit être appliquée est une simple question d'opportunité. Il en est de même de la question des otages ».*

Tout ceci n'empêchait pas le communisme allemand de montrer un visage aimable, d'organiser constamment des manifestations sportives, artistiques, « culturelles ». Culturel est un mot que nous entendons beaucoup en France. Nous voyons également s'exercer librement en France l'activité du Secours Rouge International.

### LE SECOURS ROUGE INTERNATIONAL

En Allemagne comme en France, le but avoué de cette organisation était l'entr'aide prolétarienne. La section allemande du S.R.I. n'était pas plus largement subventionnée que ne l'est maintenant la section française.

Or on découvrit à la prise de pouvoir par le national-socialisme ce qu'étaient en réalité les sièges du S.R.I. *C'étaient des centrales de falsification de passeports.*

A Berlin, Hambourg, Dantzig, ces centrales délivrèrent en quatre ans 5.000 passeports et 10.000 certificats. On y fabriquait aussi des cartes d'entrée pour les réunions électorales, pour les conférences politiques, des papiers d'identité donnant accès aux locaux de la police et aux casernes, des cartes de membres des ligues nationales, des cartes d'identité de police, — et au besoin de la fausse monnaie.

C'est dans un local du Secours Rouge International que furent découvert à Hambourg, en 1932, seize armes à feu, trois fusils militaires, des matraques, des câbles d'acier, des bâtons ferrés, des poignards, des coups de poing américains et des munitions.

### LE COMMUNISME DANS L'ARMÉE

L'action du communisme dans l'armée s'exerce si ouvertement, *L'Humanité* en proclame chaque matin les manifestations avec une telle indiscrétion que là les documents allemands ne nous apportent pas grand'chose.

*L'Humanité* n'a évidemment jamais publié les textes « de base » que rappelait Neuberg :

*« La position de principe léninienne, prise par le prolétariat révolutionnaire vis-à-vis de la guerre impérialiste, c'est la conversion de cette guerre en guerre civile. Envers l'armée, qui est le facteur essentiel de la guerre impérialiste, l'attitude du parti et du prolétariat révolutionnaire tout entier doit être telle qu'elle s'applique à la corruption totale de l'armée impérialiste. »*

...Mais ne reconnaissons-nous pas ci-dessous une littérature familière :

Il y a ici des situations incroyables. Le capitaine M..., le lieutenant Sch... et l'adjudant Sch..., de la compagnie, sont des brutes inouïes. Pour la moindre chose, par exemple pour un bouton de caleçon qui manque, pour un clou de soulier, on nous punit d'exercices supplémentaires. 95 % des camarades ont déjà été aux arrêts. *Le capitaine M... est un ivrogne notoire : un camarade qui a dit cela à reçu quinze jours d'arrêt.* Aux monoeuvres d'automne en Silésie, ce chien s'est conduit d'une manière incroyable. A N..., il a interdit aux camarades, dans leur cantonnement, de se rendre aux latrines ; le caporal J... ayant voulu y aller quand même, M... le frappa en plein visage.

Multiplier les incidents, exploiter le moindre d'entre eux, telle est la consigne qui vaut pour l'usine, pour la caserne. Là encore, l'indiscipline n'est qu'apparente, la continuité existe.

## LES ARMES

Le plus incroyable est qu'on a entendu, au cours des manifestations de ces derniers temps, de braves gens trouver rassurant ce cri de « La police avec nous ! »

— Voyez, ils ne sont pas bien méchants, au fond !

Faut-il rappeler qu'au moment même où étaient lancés en Allemagne ces appels à la fraternité, Kippenberger donnait les dernières instructions :

« *L'insurrection, rappelait-il, est un art qui, tout comme la guerre ou d'autres arts, est soumis à certaines règles; si on les néglige, cela mène à la ruine du parti qui s'est rendu coupable de cette négligence. Ces règles, conclusions logiques tirées de la nature des partis et des conditions existant dans un tel cas, sont si évidentes et simples que la courte expérience de 1848 les a fait assez connaître aux Allemands. Premièrement, on ne doit jamais jouer avec la révolte lorsqu'on n'est pas décidé à braver toutes les conséquences du jeu. La révolte est un calcul à données extrêmement inconnues, dont la valeur peut varier chaque jour; les forces contre lesquelles on doit lutter ont pour elles l'avantage de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle. Si on ne parvient pas à réunir de grandes forces opposées, on sera battu et détruit. Deuxièmement: une fois la révolte commencée, il faut agir avec la plus grande énergie et prendre l'offensive. La défensive est la mort de toute insurrection; cette dernière est perdue avant d'avoir pu se mesurer avec l'ennemi. Surprends l'ennemi aussi longtemps que ses troupes sont dispersées, veille à remporter chaque jour de nouveaux succès, même s'ils ne sont que petits; garde la supériorité morale que t'a donnée le premier soulèvement couronné de succès, attire à toi ces élé-*

*ments indécis qui suivent toujours l'impulsion la plus forte et se rangent toujours du côté sûr, contrains tes ennemis à battre en retraite avant qu'ils aient pu rassembler leurs forces contre toi; en résumé, suivant les paroles de Danton, le plus maître de la tactique révolutionnaire que l'on connaisse jusqu'à présent: de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace. »*

Il ajoutait :

« *Nous ne sommes pas partisans d'une révolte non armée mais bien d'une révolte armée. Le problème de l'armement du prolétariat fait partie des questions fondamentales les plus brûlantes de la révolte. La question de l'armement doit être résolue en première ligne par les masses elles-mêmes; chacun doit s'armer de ce qu'il peut.*

« *On pourrait prolonger à l'infini la liste des armes primitives, accessibles à chaque prolétaire, que Lénine a citées comme exemples. A côté du couteau, du coup de poing américain, des chiffons imbibés de pétrole, etc., on pourrait encore citer, par exemple, la hache, les briques, l'eau bouillante pour verser, dans les rues des quartiers ouvriers, sur les bêtes féroces de police en furie, et aussi les simples grenades à main à la dynamite, pour ne souligner que les plus primitifs des innombrables moyens d'armement du prolétariat qui se présentent partout.*

« *Ce sont des prolétaires qui, dans les fabriques de produits chimiques et les mines, travaillent avec des gaz toxiques et des explosifs; ce sont eux qui transportent les armes meurtrières de la bourgeoisie sur les chemins de fer et les voies navigables. S'ils font une fois, en vue de leur affranchissement, usage de toutes les possibilités qui leur sont ainsi données, ils ne font que leur devoir. »*

## L'ALERTE ANTIFASCISTE

Quand ils jugèrent que leur travail de démoralisation était assez avancé et qu'il était temps de commencer l'agitation « physique », les communistes allemands, avec un ensemble surprenant, abandonnant toute autre action, *ne connurent et ne lancèrent plus qu'un seul mot d'ordre : « Lutte contre le fascisme ! »*

*La dénonciation furieuse et quotidienne du « péril fasciste » doit être considérée comme le signal des premières opérations effectives des organisations communistes.*

Le Front rouge allemand lançait au début de 1933 la consigne générale suivante :

*« Défense armée des masses contre la terreur fasciste ! Désarmez les bandes de la terreur fasciste ! Des armes aux ouvriers et aux paysans pauvres ! Agents de police antifascistes, fraternisez avec les ouvriers ! »*

Les cellules du bassin de la Ruhr recevaient peu après des instructions extrêmement précises :

Le lancement des divers degrés d'alarme se fait par communication des chiffres 50, 100, 150 et 200.

A la communication du N° 150, celui qui appartient à l'Union des combattants du Front rouge doit rester chez lui. Le service des courriers doit être prêt, afin de mobiliser toute l'organisation et d'alarmer le parti, si un événement se présente.

A la communication du chiffre 100, des patrouilles supplémentaires de groupes séparés doivent faire un service d'observation.

La communication du chiffre 150 a pour conséquence que toute l'organisation est mise sur pied d'alarme et que chaque groupe de cinq se réunit dans un appartement, où il doit attendre

d'autres ordres. Par ailleurs, les dispositions indiquées pour les chiffres 50 et 100 sont valables ici aussi.

A la communication du chiffre 200, des patrouilles armées entrent aussi en jeu avec l'organisation du parti ou sur l'ordre d'organes dirigeants de l'Union des combattants du Front rouge.

La direction du parti envoyait la circulaire suivante aux chefs des groupes de combat :

Chers amis,

Nous nous sommes entretenus avec d'autres amis sur la situation du moment et nous avons pris, à cette occasion, une série de résolutions. Nous extrayons de celles-ci, à cette occasion, une série de résolutions. Nous extrayons de celles-ci ce qui est important pour vous :

1° *Défense armée des masses dans le combat contre la terreur fasciste ;*

2° *Désarmer les bandes terroristes fascistes ;*

3° *Des armes aux ouvriers et aux paysans pauvres ;*

4° *Chasser les chemises brunes des bureaux d'assistance publique et des quartiers ouvriers ;*

5° *Agents de police antifascistes, fraternisez avec les ouvriers ;*

6° *Grèves de protestation contre les meurtres et attentats fascistes. Briser l'interdiction fasciste des démonstrations. Lutter pour la liberté de réunion, de presse et de manifestation.*

Et la direction du parti communiste envoyait sa dernière circulaire générale proclamant le droit de légitime défense des masses armées contre la terreur fasciste :

*« Si les brigands fascistes se mettent en route, arrêtez-les par tous les moyens ! Arrêtez les camions ! Empêchez les transports par automobiles ! Dépavez les rues ! Posez des arbres en travers des routes ! Dressez des obsta-*

*cles contre les colonnes de nazis qui s'avancent. Organisez en commun et par tous les moyens l'attaque armée contre les transports de nazis allant à Berlin. Contrôler aussi rigoureusement que possible toutes les routes et les voies ferrées dans tout le district. L'heure présente exige l'action. »*

### ABATTRE LES LIGUES

Les mots d'ordre actuels du communisme en France sont exactement les mêmes que ceux qu'avait adoptés le communisme en Allemagne en 1930 : *autodéfense des masses, lutte contre la terreur fasciste.*

De ce sinistre jargon de guerre civile, il se détache comme un avertissement tragique.

En Allemagne, les ligues nationales ont résisté. Deux cents nationaux-socialistes ont été tués, vingt mille blessés ; deux cents agents de police tués, deux mille blessés. Mais le communisme a été vaincu, la menace de l'extermination sauvage écartée, la dictature de l'Internationale rendue impossible.

En Russie, il n'y avait pas de ligues nationales.

En France...

XXX.

---

Vient de paraître, à l'ARGUS — doyen des bureaux d'extraits de presse de France et de l'étranger —, la nouvelle édition, la septième de : « *Nomenclature des Publications en Langue Française du Monde entier* ».

C'est un volume très documenté, genre de travail unique, classé méthodiquement, contenant plus de 15.000 noms de périodiques différents en langue française, dont chacun d'eux possèdera un exemplaire.

## SOMMAIRE

---

Les expériences soviétiques .....	<i>G. G.</i>
Comment le Caucase fut occupé par les bolchéviks .....	<i>Mir Yacoub.</i>
La situation économique de l'U.R.S.S. ....	<i>I. Tchoulik.</i>
La Géorgie et la grande allégresse des Soviets	<i>C. P.</i>
Asservissement économique de l'Azerbaïdjan ..	<i>Mirza Bala.</i>
Les possibilités étatiques du Caucase du Nord	<i>B. Bilatti.</i>
Le théâtre et la littérature en Azerbaïdjan ....	<i>Y. Ali.</i>
La religion et les bolcheviks .....	<i>Ali Akbar.</i>
Les richesses de l'Azerdaïdjan .....	<i>M.</i>
La liberté des Détroits et la Géorgie .....	***
La Géorgie et la S.D.N. ....	<i>Observateur.</i>
Comment les communistes préparent l'insurrection .....	<i>XXX.</i>

---

Direction et Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°).**

---

E 5114E  
1935

Édition et Imprimerie  
Rapide de la Presse  
O. ZELUK  
5, rue Saulnier, Paris